

*l'Anti*capitaliste

n°466 | 7 mars 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Dossier

8 MARS, TOUTES EN GRÈVE!

Pages 6 et 7

ÉDITO
Répression: ça, c'est la France!
Page 2

À LA UNE
TouTEs ensemble pour un printemps social!
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Cachemire. Tensions militaires entre Inde et Pakistan, États nucléaires
Page 5

ACTU SOCIALE
Blanquefort. Ford nous «libère», l'État recule: reste notre résistance
Page 8



édito

Par HENRI WILNO

Répression : ça, c'est la France!

Le moindre tag ou affiche sur la permanence d'un député de la majorité présidentielle donne lieu à des torrents de commentaires sur l'offense qui serait faite à la République. Mais lorsque le samedi 2 mars, à Bordeaux, le député de La France insoumise Loïc Prud'homme, qui s'écartait de la manifestation pacifique des Gilets jaunes, est matraqué par la police alors qu'il montrait sa carte de député, le ton change. Loin de faire au moins semblant de dire qu'il y avait éventuellement un problème, le préfet de Gironde a ainsi réagi quasi immédiatement par un tweet: « Dans 1 manifestation non déclarée, sur 1 axe interdit par arrêté préfectoral et après sommations, les forces de l'ordre ont dispersé des Gilets jaunes cours Pasteur. Elles ont correctement fait leur travail. Je les soutiens totalement. » Ce genre de déclaration n'a qu'une signification: tout est permis à la police, y compris sur des manifestants pacifiques! Et celle-ci ne s'en est pas privée ce dernier week-end. Un couple âgé a été roué de coups et traîné par terre à Toulouse. À Toulouse toujours, un handicapé en chaise roulante a été gazé en plein visage. À Paris, un homme qui ne prenait part à aucun affrontement a eu le visage très salement abimé par un tir de LBD. La France insoumise a constaté, à juste titre, le faible écho de l'agression contre Loïc Prud'homme et la façon désinvolte dont elle est traitée par les autorités et le parti présidentiel. Le NPA, pour sa part, est bien évidemment entièrement solidaire du député et de la demande de la LFI de la démission de Castaner. Par contre, quand Jean-Luc Mélenchon tweete: « Ce n'est plus la France ça », il montre une fois de plus une idolâtrie d'une France mythique. Certes, Macron réprime à tour de bras afin de créer la peur: avec la calomnie (basée sur la montée en épingle de dérapages racistes et antisémites réels mais marginaux au sein des Gilets jaunes) et l'intox du « Grand débat », c'est le principal moyen de tenter de mettre fin au mouvement. Mais cette tactique n'a rien de nouveau: comme l'écrit un article de Libération du 4 mars, « les quartiers populaires savaient », c'est-à-dire que sont utilisées contre les Gilets jaunes des méthodes courantes contre les jeunes des cités. Et la tradition française en la matière est longue: matraquages dans les commissariats et centres de détention en Mai 68, répression sanglante lors de la guerre d'Algérie... pour ne citer que les cas les plus marquants. Ça, c'est bien la France, réelle et non fantasmée! Celle du pouvoir et du capital, qui ne sera mise en échec que par la mobilisation.

BIEN DIT

« L'antisionisme est une opinion, pas un crime. »

Titre d'une tribune signée par 400 intellectuelEs, artistes et militantEs, liberation.fr, 28 février 2019.

À la Une

TouTEs ensemble pour un printemps social!

Entre le lancement de la campagne européenne du parti macroniste par le président soi-même et les suites d'un Grand débat qui peine à passionner les foules, l'Acte 16 des Gilets jaunes a encore une fois fait la démonstration que le mouvement continue bel et bien...

Les sondages valent ce qu'ils valent. Pour autant, on ne s'étonnera pas de constater que, selon Viavoice (dans un sondage rendu public ce lundi), deux sondés sur trois estiment que Macron « ne semble toujours pas comprendre la gravité de la crise politique et sociale ». Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir...

Le jaune est toujours l'air du temps

Après plus de trois mois de mobilisation, en plein cœur des vacances scolaires de la région parisienne et d'autres, la participation à l'Acte 16 a constitué une nouvelle fois une bonne surprise. Les chiffres du ministère de l'Intérieur peuvent être triturés dans tous les sens, ce sont encore, selon les autorités, 40 000 personnes qui se sont mobilisées samedi dernier, donc certainement beaucoup plus. Preuve que le Grand blabla, malgré les omniprésentes mises en scène télévisuelles de Macron, n'a pas permis au gouvernement d'éteindre l'incendie. Le calendrier de la mobilisation des Gilets jaunes s'égrené, les ronds-points restent occupés, et le gouvernement n'a aucune réponse à proposer. Samedi dernier à Bordeaux, une grande banderole proclamait « 16 mars, l'Aquitaine envahit Paris, ultimatum saison 2 »: le ton est ferme, le rendez-vous est fixé, l'affrontement continue, malgré les difficultés internes auquel le mouvement doit faire face. À commencer par la présence en embuscade de l'extrême droite, à l'offensive physiquement – comme à Lyon pour empêcher les militantEs de gauche, du mouvement social de manifester – ou idéologiquement – en cherchant à dévoyer notamment sur le terrain du « Frexit » les aspirations légitimes à plus d'égalité



et de justice sociale. Des questions de structuration se posent également, témoignant des difficultés du mouvement à s'approfondir, à construire en son sein une « démocratie réelle », même si de plus en plus de comités Gilets jaunes tentent de se coordonner, comme dans la région du Grand-Est ou à l'occasion de la deuxième « assemblée des assemblées » les 5, 6 et 7 avril à Saint-Nazaire (voir ci-contre).

Macron la menace et son complice Castagneur

10 000 réunions en France et plus d'un million de contributions sur internet, voilà ce dont voudraient s'enorgueillir Macron et sa clique. Mais si le Grand débat trouve bien quelques échos institutionnels auprès de représentantEs et d'élueEs qui ont enfin l'impression d'être – un peu – écoutés à défaut d'être entendus, pourquoi Macron continue plus que jamais à agiter les menaces, et surtout à faire donner la troupe. À Bordeaux vendredi dernier, le président a réitéré les menaces et

coups de pression en direction du mouvement social: « Il faut maintenant dire que lorsqu'on va dans des manifestations violentes, on est complice du pire », fustigeant aussi « la démocratie de l'émeute ». « C'est un miracle qu'après autant de samedis avec cette violence, il n'y ait eu aucun mort à déplorer de la part des forces de l'ordre », oubliant bien vite la mort le 3 décembre dernier à Marseille d'une octogénaire frappée au visage par une grenade lacrymogène... Aux chiffres des réunions et contributions de son Grand débat, nous voulons en opposer d'autres. À commencer par celui des interpellations: encore plus d'une trentaine à Paris samedi dernier, ainsi qu'une quinzaine dans chacune des villes de Nantes, Toulouse ou Bordeaux, qui viennent s'ajouter aux milliers qui ont eu lieu lors des précédents actes. Rappelons en outre que, selon le travail du journaliste David Dufresne et de son irremplaçable « Allô place Beauvau? », ce sont 202 blessures à la tête, 21 éborgnés et 5 mains arrachées dont sont responsables

les « forces de l'ordre » d'un Castaner pour qui le nombre de manifestantEs chaque samedi, c'est « à peu près autant que pour voir un match de foot de l'OM »! Le mépris n'est jamais bien loin de la matraque...

Construire le calendrier des luttes

À la fois force et faiblesse de notre camp, le calendrier de ces prochains jours est marqué par la mobilisation de différents secteurs. Cela commence dès le vendredi 8 mars avec la journée de grève et de mobilisation pour les droits des femmes, suivie le lendemain par un Acte 17 lui aussi marqué par l'intervention des femmes pour l'égalité sociale: « Gilets jaunes: les femmes donnent de la voix » (voir ci-contre). Quelques jours plus tard, le 15 mars, la jeunesse est appelée à la grève sur les lieux d'études pour défendre la justice climatique, dans le cadre d'une journée de mobilisation internationale. Et le lendemain, l'Acte 18 marquera à la fois les 4 mois du mouvement et la fin du Grand débat: « La France entière à Paris »... Le samedi 16 mars sera aussi la date d'une Marche climat et de la Marche des solidarités contre le racisme d'État et les violences policières. Enfin, le mardi 19 mars, nouvelle journée de grève et de manifestations interprofessionnelles à l'appel des syndicats CGT, FO, Solidaires, UNEF et UNL. Une journée importante dont, au-delà des petits calculs de certaines directions syndicales, différents secteurs entendent s'emparer pour construire la convergence des gilets jaunes et des gilets rouges. Des perspectives de lutte certes riches, mais qui restent à construire, notamment jetant les ponts indispensables pour conjuguer les urgences sociale, écologique et démocratique. D'autant plus que d'autres questions, dont celles des licenciements et des fermetures d'usines, à commencer par celle de Ford Blanquefort, reviennent aussi au cœur de l'actualité. Car ce gouvernement, méprisant et autoritaire envers les Gilets jaunes, est aussi celui qui laisse, entre autres, la multinationale Ford dérouler son « plan social » mettant à la rue 850 salariéEs... « Grèves, blocages, Macron dégage! »: le printemps social reste à construire, mais notre camp n'a pas dit son dernier mot.

Manu Bichindaritz

ALGÉRIE

« La mobilisation ne cesse de grandir »

Entretien. LT est militant du Parti socialiste des travailleurs (PST) algérien. Nous revenons avec lui sur la mobilisation historique qui se déroule, depuis le 22 février, en Algérie.

Est-ce que tu peux expliquer comment le mouvement a démarré chez les jeunes?

Des appels à sortir dans la rue ont été lancés sur les réseaux sociaux au lendemain de l'annonce de la candidature de Bouteflika pour un cinquième mandat par l'alliance présidentielle. Des mobilisations spontanées ont eu lieu dans quelques villes du pays (Khenchla, Kherata, Jijel...). Le 22 février, suite à des appels anonymes, des centaines de milliers de jeunes ont manifesté dans les quatre coins du pays, en brisant la peur et en bravant l'interdit,

notamment dans la capitale, pour exprimer leur rejet du 5^e mandat et du système. La mobilisation ne cesse de grandir et de toucher à des secteurs comme les avocats, les journalistes, les étudiants, les femmes, etc.

Quels sont les objectifs des jeunes mobilisés?

Il est évident que la mobilisation s'oppose au passage en force du 5^e mandat d'un Bouteflika démuné qui a perdu toutes ses capacités depuis 2013. Mais la population exprime aussi son rejet de tout un système oligarque et corrompu soumis aux forces impérialistes.

On a vu des centaines de milliers de jeunes, de moins jeunes, de vieux, de femmes, scandant des mots d'ordre de liberté, de démocratie, d'égalité et de justice sociale.

Quelles sont les forces militantes impliquées?

Pour l'instant, le mouvement est hétérogène sans représentation politique, toute les franges de la société et toutes les sensibilités sont partie prenante de ce mouvement. L'UGTA, dirigée par Sidi Saïd, maintient une position de soutien à Bouteflika et son programme. Elle a réitéré sa position même après le début des événements actuels. Mais certains secteurs combattifs sont susceptibles de désobéir et de mener un mouvement plus combattif.

Le FFS et le PT ont exprimé un soutien au mouvement à travers leurs communiqués, ils affirment vouloir un « changement de système ». Ces deux forces défendent le principe de l'élection d'une assemblée constituante.

Est-ce qu'il y a de l'auto-organisation?

La plupart des mobilisations sont spontanées ou sur la base d'appels sur les réseaux sociaux. De nouvelles formes de protestations, à l'image des Gilets jaunes en France, apparaissent tels que les brassards rouges qui sont nés à Bejaia. Au fil de la mobilisation, on voit la mobilisation de certains secteurs peu combattifs dans l'histoire tel que les avocats, des journalistes des médias publics (organe de propagande du pouvoir) manifestant aujourd'hui pour exiger l'objectivité

Un monde à changer

MARS 1919: «L'INTERNATIONALE SERA LE GENRE HUMAIN».

À l'époque de la mondialisation, les capitaux se déplacent en fonction des opportunités de profit et le patronat met en concurrence travailleurEs et sites de production des différents pays et continents. Quant aux questions écologiques, il est évident que leur solution nécessite une coordination par-delà les frontières. Face à la coopération internationale des bourgeoisies, les travailleurEs, les exploités et opprimés apparaissent tragiquement en retard, enfermés dans des organisations dont l'écho ne s'étend guère au-delà des frontières nationales. Et pourtant, l'internationalisme est le patrimoine le plus ancien du mouvement ouvrier.

Il y a 100 ans, le 2 mars 1919, était fondée à Moscou la III^e Internationale, destinée à rassembler les courants qui avaient, dans les différents pays, refusé de se joindre à l'Union sacrée derrière leur impérialisme et qui soutenaient la révolution russe. Internationalistes convaincus, les principaux dirigeants de la nouvelle Russie, et notamment Lénine et Trotski, considèrent que leur révolution n'a de sens et d'avenir que comme premier acte d'une révolution s'étendant au monde entier.

Une conférence internationale se tient en mars 1919 à Moscou, en pleine guerre civile, et se transforme en congrès de fondation de la III^e Internationale. Elle succède à la I^{re} fondée en 1864 et dont le discours inaugural avait été

rédigée par Marx, et à la II^e, fondée en 1889. Celle-ci, qui réunissait des partis regroupant des centaines de milliers de membres, avait failli en 1914. Malgré l'écho international de la révolution, après les défaites subies en Allemagne et en Hongrie, la Russie restera isolée. La non-extension de la révolution confirmera le pronostic initial. Ce sera l'heure de de Staline, qui liquidera l'essentiel des vieux bolcheviks et transformera les partis communistes en auxiliaires de la politique soviétique. En 1943, la III^e Internationale sera dissoute par Staline.

En 1938, Trotski annoncera la fondation d'une IV^e Internationale, restée très minoritaire et divisée. Depuis, malgré le mouvement altermondialiste, le mouvement paysan international «Via Campesina», les choses sont restées en l'état. Les organisations syndicales internationales sont largement enfermées dans des concertations derrière les portes closes de l'UE ou de l'OCDE. Les réunions internationales des partis «socialistes» ne sont que des colloques sans guère d'importance. Les coordinations des forces anticapitalistes restent trop faibles.

Et pourtant, plus que jamais, face à l'internationale des bourgeoisies, la construction d'une Internationale des exploités capable de prendre en compte les luttes ouvrières, celles des paysanEs pauvres et les questions d'environnement, devrait être un fil directeur de notre action.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

Appel «Acte 17 Gilets jaunes: les femmes donnent de la voix»

Le 8 mars c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Alors le lendemain, on consacre l'acte 17 des Gilets jaunes à cette juste cause, pour faire converger toutes les mobilisations et montrer notre unité face au gouvernement:

En jaune pour mettre en avant les femmes qui occupent une grande place dans le mouvement et sont mobilisées depuis la première heure sur les ronds-points, dénonçant notamment la précarité et les bas salaires.

En rose avec les «gilets roses», les assistantes maternelles, mobilisées depuis le 2 février contre le Medef et le gouvernement qui veut baisser leurs droits.

En violet avec le collectif #8mars15h40 qui rassemble des associations

GILETS JAUNES Initiatives multiples

La présence de dizaines de milliers de personnes dans les rues, aux quatre coins de la France, lors de l'Acte 16 des Gilets jaunes, a confirmé l'ancrage de la mobilisation. Celle-ci continue de se structurer, avec diverses initiatives en cours et à venir. Exemples avec les deux appels ci-dessous.

féministes et divers syndicats et appelle à porter un foulard violet pour dénoncer les inégalités salariales et les violences sexistes et sexuelles. En rouge avec les nombreuses mobilisations sociales qui se donneront rendez-vous ce 9 mars, et notamment celle des intermittents et précaires qui dénoncent la réforme inique de l'assurance chômage, véritable guerre contre les plus fragiles.

Parce que l'inégalité que subissent les femmes conditionne et impacte aussi leur place dans la société tout entière, en les éloignant souvent des décisions politiques, battons-nous pour faire entendre leurs voix, pour l'égalité réelle et contre les violences. Pour la justice sociale et la démocratie: on lâche rien.

À l'appel de divers collectifs de Paris et de Région parisienne

5, 6 et 7 avril: Assemblée des assemblées à Saint-Nazaire

La première Assemblée des assemblées de Gilets jaunes s'est tenue à Commercy. Grâce au colossal travail de préparation et à la chaleur de

l'accueil, ce fut un immense succès, un moment fondateur d'une dynamique qui nous remplit d'espoir. Bravo et respect aux organisateurs. Aussi, c'est un grand honneur pour nous à la MdP de Saint-Nazaire de recevoir le mandat d'organiser la prochaine, les 5, 6 et 7 avril. Bon, le mandat c'était plutôt pour les 29, 30 et 31 mars. Mais dans la tête et les poches des Gilets jaunes, la fin du mois c'est jamais un bon moment, c'est la période des galères. Par contre les début du mois c'est tout de suite une autre ambiance. C'était donc une évidence pour notre AG de choisir plutôt les 5, 6 et 7 avril. Et puis gratter une semaine sur l'orga, on va pas cracher dessus... Nous avons conscience de l'importance de cette mission, du défi logistique énorme à relever. Et nous sommes déterminés à le faire avec toute l'aide des groupes de la région et d'ailleurs. Nous voulons en faire un moment fort de rencontre et de cohésion entre Gilets jaunes, un moment exemplaire de démocratie et un moment historique pour le mouvement. Tout comme ce que

nous avons vécu à la première assemblée, nous voulons y faire vivre la fraternité et l'intelligence des échanges. [...] Nous appelons tous les groupes de Gilets jaunes qui se reconnaissent dans la démarche de l'Assemblée des assemblées à se constituer en assemblée et à décider de leur participation à la prochaine. Nous les appelons à prendre contact avec les groupes de leur région, les ronds-points voisins, pour faire connaître cet appel.

Déjà beaucoup de groupes de Gilets jaunes des quatre coins de la France nous ont contactés pour s'inscrire à l'Assemblée des assemblées II, qui se tiendra vers Saint-Nazaire, les 5, 6 et 7 avril! Nous savons aussi qu'il reste bon nombre de groupes qui s'apprentent à le faire, alors n'attendez plus! Afin de pouvoir la préparer au mieux, nous vous demandons de vous inscrire d'ici le 15 mars au plus tard: inscriptionassemblee@riseup.net

Gilets jaunes de la maison du peuple
http://giletjaune44.livehost.fr/

Le chiffre 57 millions

C'est, en euros, le montant des «économies» (sur quatre ans, dont déjà 20 millions en 2018) réalisées sur le dos des 780 centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Et «en même temps», Emmanuel Macron participe à une maraude et se fait photographier à côté de SDF. Le cynisme du président des riches n'a décidément aucune limite.



Agenda

Vendredi 8 mars, Rassemblement féministe, Paris. À 15h40, place de la République.

Vendredi 8 mars, Marche de nuit féministe, Paris. À 18h à la sortie du métro Belleville.

8-9-10 mars, Week-end antiraciste, Paris 20^e. Débat, manifestation, soirée-concert, assemblée générale, atelier... Tout le programme sur Facebook: Collectif Paris 20ème Solidaire avec tous les migrants.

Samedi 9 mars, Acte 17 des Gilets jaunes. À Paris, «Gilets Jaunes: les Femmes donnent de la voix», rdv à 11h, Arc de Triomphe.

Vendredi 15 mars, Grève étudiante et scolaire pour le climat.

Samedi 16 mars, manifestations!
– Acte 18 des Gilets jaunes
– Marche des solidarités contre le racisme et les violences policières, à 13h12, place de la Madeleine à Paris.
– Printemps climatique et social, à 14h, place de la République à Paris.

NO COMMENT

À l'ensemble des forces de sécurité qui étaient à nouveau mobilisées ce samedi, je veux dire ma gratitude et ma confiance. Leur sang-froid et leur professionnalisme font honneur à la Police nationale et la Gendarmerie. Merci.

LAURENT NUNEZ, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, Twitter, 2 mars 2019.

dans la diffusion de l'information, les étudiants qui sortent par centaines de milliers aujourd'hui dans toutes les universités du pays, des femmes qui se préparent à investir la rue les 8 et 9 mars, en attendant les autres secteurs (ouvrier, santé, éducation, etc.). La présence des femmes est assez importante dans les manifestations. Il y a des appels à célébrer le 8 mars dans des manifestations qui font converger les revendications du mouvement avec celles du mouvement féministe et de la journée internationale de la lutte des femmes pour leur émancipation.

Est-ce que la peur d'une trajectoire à l'iranienne est quelque chose de présent? Est-ce que c'est absurde? Ce scénario est loin d'être réalisable, parce que les réalités sont totalement différentes, malgré l'islamisation de la société. Je pense que l'islamisme politique est défait en Algérie et cela pour

de nombreuses raisons: la décennie noire, l'échec relatif des partis islamistes qui ont été un certain moment dans l'alliance présidentielle, mais aussi dans leur gestion catastrophique dans les instances élues, etc. Suite aux directives du ministère des Affaires religieuses, des fidèles s'insurgent contre les imams qui appellent à ne pas manifester après les prières du vendredi. Les tentatives de récupération de certains groupes islamistes ont été totalement déjouées par les manifestants.

Qu'est-ce que vous proposez dans le mouvement?

Notre objectif est d'imposer par la mobilisation l'élection d'une assemblée constituante représentative des aspirations démocratiques et sociales des travailleurEs et des masses populaires, et cela ne peut venir que par la convergence des luttes de toutes les



DR

forces progressistes, démocratiques et sociales. Mais, pour l'instant, la priorité est d'accompagner ces luttes et de donner une clarification et une explication politique à cette mobilisation qui exprime avant tout le rejet des politiques libérales, antisociales

et antidémocratiques d'un gouvernement soumis à l'impérialisme. Des politiques qui ne cessent de nous priver de nos libertés, qui nous appauvrissent et qui réduisent notre pouvoir d'achat.
Propos recueillis par Antoine Larrache

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

Directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GRAND DÉBAT

Beaucoup de blabla pour rien

Ouvert depuis la mi-janvier, et prévu pour s'achever mi-mars, le «Grand débat» tient toutes ses promesses: une opération de diversion/communication organisée par la Macronie, qui fait mine d'entendre les questions posées par la mobilisation des Gilets jaunes... tout en prétendant y apporter ses propres réponses. Et le moins que l'on puisse dire est que la manœuvre ne fait guère illusion...

«**D**es décisions très profondes dans différents champs»: voilà ce qu'a annoncé Macron à la fin du mois de janvier. Autant dire: du blabla et des mauvais coups en préparation. Et depuis, nombre de «ballons d'essai» ont été lancés par des parlementaires et des membres du gouvernement, qui donnent une idée de ce qui trotte dans la tête de la Macronie: l'impôt universel sur le revenu (Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires), des contreparties aux aides sociales (Édouard Philippe, Premier ministre), le retour de la taxe carbone (députés LREM), un référendum autour de questions institutionnelles (divers membres de la majorité), etc. Autant de «propositions» dont le seul point commun est d'être complètement à côté de la plaque si l'on observe les aspirations du mouvement des Gilets jaunes, et même, pour certaines d'entre elles de vouloir s'en prendre encore un peu plus aux classes populaires...

Macron n'est pas au bout de ses peines

Les enquêtes d'opinion indiquent en tout cas, malgré toutes les précautions qui s'imposent, que la grande majorité de la population ne s'y trompe pas. Une enquête *Viavoix pour Libération*, publiée le 4 mars, révèle ainsi que pas moins de 65% des sondés considèrent que Macron «ne semble toujours pas comprendre la gravité de la crise politique et sociale actuelle». Plus significatif encore, seuls 9% des sondés affirment que le président et son gouvernement «doivent garder le cap de leur politique économique et sociale et des réformes prévues avant la crise des Gilets jaunes», contre 58% qui déclarent que le pouvoir doit «modifier largement [sa] politique économique et sociale» et 25% qu'il doit «infléchir [sa] politique économique et sociale tout en gardant les grandes lignes». Autant dire que le mouvement des Gilets jaunes a eu, et continue d'avoir un impact majeur sur la situation politique et sociale, et que Macron et son gouvernement ne sont pas au bout de leurs peines...

La Macronie aura beau brandir des chiffres concernant le nombre de réunions publiques ou le nombre de «contributions» au Grand débat, elle n'a de toute évidence pas repris la main. S'il ne s'agit pas de sous-estimer les points forts de Macron, qui avaient fait son succès lors de la présidentielle, force est de constater que les initiatives du «Grand débat» elles-mêmes sont souvent l'expression de fortes critiques de sa politique, qu'il ne pourra pas atténuer à coups de «petites phrases» ou de promesses floues. Ainsi, la situation catastrophique des «petites retraites», la disparition des services publics, et notamment du service public hospitalier, la question des violences policières, etc., se sont régulièrement invitées dans les initiatives de la majorité, y compris lorsque Macron était présent, un phénomène révélateur de la volonté de ne pas se laisser enfermer dans des discussions/diversions et de venir défier directement le pouvoir.

Il ne fait guère de doute que, malgré son sens du spectacle et de l'embrouille, le gouvernement va être bien en peine de trouver une sortie par le haut à la fin du Grand débat et d'éteindre l'incendie. «Notre débat à nous a commencé dès la mi-novembre, et rien de ce que nous avons proposé n'a été entendu»: cet extrait de l'un des appels à se mobiliser massivement à Paris le samedi 16 mars est à l'image de l'indignation et de la détermination maintenues dans le mouvement des Gilets jaunes. Ce dont nous ne pouvons que nous féliciter.

Julien Salingue

EMPLOI **Licenciements, fermetures d'entreprises, à quoi sert l'État?**

La montée en puissance de l'État néerlandais dans le capital d'Air France-KLM, qualifiée d'«inamicale» du côté des couloirs de Bercy, dans la foulée des démonstrations d'impuissance dans les dossiers Renault, Ascoval, Ford, Arjowiggins a relancé les débats sur le rôle de l'État en matière économique et sociale.

En septembre 1999, Michelin avait annoncé un plan de restructuration préparant la suppression de 7500 postes de travail. Lionel Jospin, Premier ministre, déclarait alors au journal télévisé de France 2: «Il ne faut pas tout attendre de l'État et du gouvernement. [...] Je ne crois pas qu'on puisse administrer désormais l'économie. [...] Tout le monde admet le marché».

«L'État ne peut pas tout»

Une formulation qui sera pérennisée sous la forme «l'État ne peut pas tout», et qui pèsera lourd lors de l'élection présidentielle de 2002... Michelin avait annoncé quelques jours plus tôt une croissance de 20% de son bénéfice annuel et une réduction de 10% de ses effectifs en Europe. Le lendemain, l'action de Michelin gagnait 12,5%...

Une formulation sincère mais maladroite qui permettra à tous les «politiques», de Sarkozy à Montebourg en passant par Valls ou Xavier Bertrand de disserter en n'agissant pas différemment. La liste est longue des plans «sociaux», fermetures de sites, licenciements massifs qui ont inscrit dans le marbre cette «impuissance» de l'État. Ludaone, Florange, Grandrange, Technicolor, Continental, Goodyear, Alstom, PSA Aulnay, GM&S, Bosch, Whirlpool sont quelques-uns de ces sites liquidés au nom de la rentabilité du capital, de la loi du marché. Avec à la clef des dizaines de milliers d'emplois supprimés auxquelles



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

viennent s'ajouter les emplois indirects moins visibles mais tout aussi dramatiques.

Au service du capital

Aujourd'hui comme hier, l'État est au service du capital mais la façon dont il exerce ce rôle a changé. Jusqu'aux années 1970-1980, l'État français se préoccupait largement de renforcer la base nationale du capitalisme. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas: l'internationalisation des entreprises s'est généralisé dans le capitalisme français (comme les autres capitalismes) et les entreprises sont laissées libres de mettre en concurrence sites et travailleurs de différents pays et continents. En fait d'«impuissance» de l'État, il s'agit d'accompagner politiquement les décisions industrielles et

commerciales des grands groupes. Les discours néolibéraux sur la liberté des entreprises sont repris par tous les gouvernements de droite ou de «gauche», et fournissent les bases des doctrines de «désengagement» d'États qui n'auraient plus vocation à être des acteurs industriels et économiques. C'est dans ce cadre que se sont succédés les privatisations déjà réalisées ou en projet de France Télécom, La Poste, EDF-GDF, la SNCF, la Snecma-Safran, la SNCF, les banques, autoroutes, aéroports, etc.

Une campagne nationale contre les licenciements

La politique de l'État se résume aujourd'hui à deux formes de soutien aux entreprises. D'une part, les aides financières (baisse et/ou suppression de cotisations sociales, CICE,

crédit recherche...). D'autre part, la «libéralisation» du marché du travail avec les attaques contre le droit du travail, les droits des salariés, la facilitation de la précarisation du travail, des licenciements et autres ruptures conventionnelles. Seuls remparts théoriques, le contrôle des PSE par l'administration et l'obligation non contrainte de rechercher un repreneur en cas de fermeture de sites ne sont en rien opératoires. Quand des suppressions d'emplois, des fermetures d'établissements se traduisent par des mobilisations sociales, l'État gère politiquement en feignant parfois de s'indigner. Dans le contexte durable des mobilisations des Gilets jaunes, Macron, Le Maire, Juppé et autres responsables politiques multiplient les déclarations indignées, mais suivies d'aucun acte concret de nature à infléchir réellement les décisions des capitalistes. Ils peuvent dénoncer la trahison ou le cynisme de Ford et même saluer le sérieux de l'action des syndicats, ils ne mettront en œuvre aucune coercition ou sanction à l'encontre du constructeur déclarant un bénéfice net annuel de 7,6 milliards de dollars pour 2018, en hausse de 65,4%. Pour peser sur les liquidateurs d'emplois, la mobilisation des salariés dans et autour de l'entreprise, dans le cadre d'une campagne nationale contre les licenciements, les suppressions de postes, l'intensification du travail et pour la réduction du temps de travail, reste incontournable.

Robert Pelletier

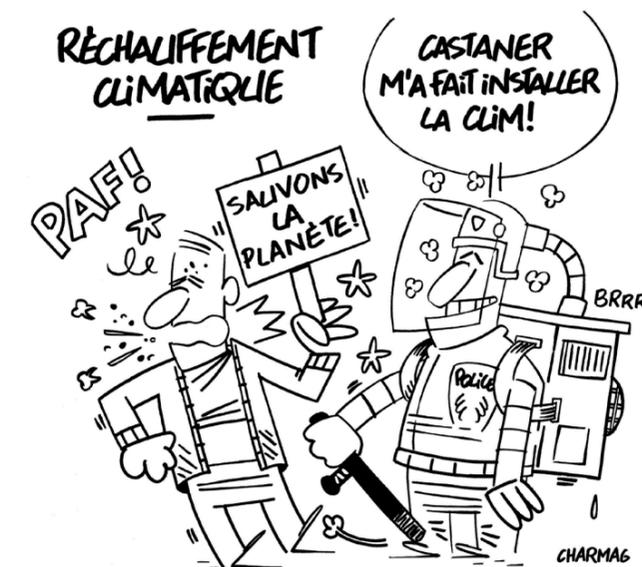
MARCHES CLIMAT **Plus de banquise, moins de banquiers!**

Depuis l'été dernier, les marches pour le climat rassemblent des dizaines de milliers de personnes qui refusent l'inaction des gouvernants et l'obstination des puissants à faire comme si le basculement climatique n'avait pas commencé. Prochain objectif: les 15 et 16 mars.

Le contexte environnemental et social est de plus en plus critique: émissions record de gaz à effet de serre, disparition de la biodiversité, augmentation des températures et aggravation de la précarité et de la misère. Face à l'inertie du gouvernement, la société exige des réponses à la hauteur de l'enjeu: la survie de l'humanité. Après les 8 septembre, 13 octobre, 8 décembre, 27 janvier, le mouvement en faveur du climat s'ancre et se construit. Il réunit associations et citoyens mobilisés via les réseaux sociaux. Loin de se marginaliser, il cherche les convergences avec la mobilisation des Gilets jaunes qui ont fait irruption, toutes revendications dehors, dans l'espace politique.

En mars, on marche!

Avec les 15 et 16 mars, le mouvement pour le climat va franchir un nouveau seuil. Le vendredi 15 mars, la grève scolaire et étudiante pour le climat sera l'occasion, dans les collèges, lycées, facs... de rejoindre la mobilisation internationale qui a débuté en Suède fin août 2018 et qui gagne, semaine après semaine, davantage de jeunes scolarisés, dans plusieurs pays.



Le samedi 16 mars, de nouvelles marches pour le climat auront lieu dans toutes les villes du monde. Organisé par Rise for the Climate France et en soutien entre autres à «l'Affaire du Siècle»¹, l'évènement espère rassembler et mobiliser un maximum de personnes afin d'exiger un changement au plus vite. Le 16 mars coïncidera avec le rendez-vous national, à Paris,

pour tous les Gilets jaunes qui vont montrer, juste après la fin du grand blabla, leur visibilité et leur détermination à aller jusqu'au bout de la lutte.

Le 21, jour des manifestations en lien avec la journée internationale de lutte contre le racisme, sera le moment de poser la question du racisme environnemental comme l'avait fait la Marche des Peuples

pour le Climat (500 000 manifestantEs) à New York en septembre 2015 en plaçant à sa tête les «premierEs concernéEs». À noter qu'en France, la manifestation aura également lieu le 16 mars.

Tous et toutes ensemble, dans la rue!

La crise écologique majeure et la crise sociale s'alimentent mutuellement: lutter contre l'une, c'est se battre contre l'autre. Les premierEs touchéEs par le réchauffement climatique sont assurément les plus pauvres qui morflent déjà. Mais on est tous et toutes concernéEs! Aucune hésitation, en mars, c'est dans la rue que ça se passe! Les Gilets jaunes ont su formidablement bien bousculer tous les pronostics défaitistes, libérer la parole, braver la répression policière, élaborer des revendications communes à tous et toutes, redonner l'espoir que lutter est possible. À nous de démontrer, en s'y mettant tous et toutes, que gagner est possible aussi.

Commission nationale écologie

1 - Pétition ayant recueilli près de 2 millions de signatures: «Quatre associations, Notre Affaire à Tous, la Fondation pour la Nature et l'Homme, Greenpeace France et Oxfam France ont décidé, au nom de l'intérêt général, d'attaquer l'État français en justice pour qu'il respecte ses engagements climatiques et protège nos vies, nos territoires et nos droits. C'est l'Affaire du Siècle.» En ligne sur: <https://laffaireduesiecle.net/>

CACHEMIRE Tensions militaires entre Inde et Pakistan, États nucléaires

Le Cachemire est un pays himalayen administré à l'ouest par le Pakistan et à l'est par l'Inde depuis la partition des Indes britanniques en 1947. De population majoritairement musulmane, il est le principal foyer de tension entre les deux États, et a déjà été l'objet de plusieurs conflits militaires. C'est cependant la première fois depuis 1971 que l'aviation indienne intervient ainsi, bien au-delà de la ligne de démarcation qui coupe en deux ce territoire (une telle incursion n'avait pas eu lieu lors du conflit de 1999).

Situation de quasi-guerre

Les organisations progressistes indiennes et pakistanaises agissent de concert contre le danger de guerre et pour que le droit à l'autodétermination des Cachemiris soit reconnu. Pourtant, elles ont vigoureusement condamné l'attentat-suicide de Plumawa où une quarantaine de paramilitaires indiens ont trouvé la mort. Elles considèrent en effet que cette forme de lutte a de dangereuses conséquences :
 – Elle facilite une riposte militaire indienne qui conduit à une situation de quasi-guerre susceptible de basculer dans un conflit majeur alors que la région est maintenant nucléarisée (ce n'était pas le cas en 1971).
 – Côté indien, elle permet au Premier ministre Modi de faire monter la tension à la veille d'élections régionales qu'il risque de perdre. Modi, c'est l'extrême droite suprémaciste hindoue, nourrie par le RSS (Rashtriya Swayamsevak Sangh) que bien des marxistes indiens considèrent être un mouvement de masse fasciste.

L'Inde a mené un raid aérien au Pakistan à la suite d'un attentat suicide commis le 14 février dernier à Plumawa, au Cachemire sous occupation indienne, réveillant le spectre d'une guerre entre deux États possédant l'arme nucléaire.



Des militaires indiens à la frontière avec le Pakistan dans la région du Cachemire. DR

– Côté pakistanais, elle permet à l'armée de conforter sa mainmise sur le pays, de justifier au nom de la défense nationale ses exigences budgétaires et les nombreux privilèges des membres du haut commandement.
 – Côté cachemirien, elle favorise la mainmise de groupes fondamentalistes liés à des fractions de l'appareil d'État pakistanais qui manipulent à leurs fins le rejet de l'occupation étrangère. L'attentat-suicide de Plumawa a été commis par un habitant de la localité, mais revendiqué par le mouvement JeM basé au Pakistan. Dans un environnement hyper militarisé, elle rend très incertain le développement d'un large mouvement populaire de résistance aux occupations.

La nécessité de la solidarité internationale

Pour l'heure, un point d'arrêt a été mis à l'escalade militaire, le Pakistan libérant notamment le 1^{er} mars un pilote indien qu'il avait capturé après avoir abattu son avion. Le risque de « dérapage » n'est pas pour autant jugulé. Modi peut vouloir attiser une nouvelle fois les tensions à la veille des élections. Des provocations peuvent venir de diverses « fractions », étatiques ou non, d'un côté ou de l'autre la ligne de démarcation. Les forces antiguerre indiennes et pakistanaises ont lancé des appels pour que les mouvements progressistes de tout le sous-continent se mobilisent pour dire ensemble « Non à la guerre ».

Elles en appellent aussi au mouvement antiguerre international. De même que la péninsule coréenne, la frontière indo-pakistanaise est l'une des zones où un conflit peut prendre une dimension nucléaire, fût-ce à la suite d'un « dérapage incontrôlé ».

L'urgence est aussi à la solidarité avec les Cachemiris. En Inde tout d'abord, où des étudiantEs et travailleurEs originaires du Cachemire ont été agressés, sommés de « rentrer chez eux » sous la pression des nationalistes hindous. « Chez eux » où la répression s'est déchaînée : arrestations en masse, usages de fusils à billes de plomb (de nombreux adolescentEs ont perdu la vue)...

Apportons notre solidarité aux mouvements qui tentent de briser le corset de la militarisation en développant un mouvement populaire de masse social, démocratique et pour le droit à l'autodétermination – une autodétermination sans laquelle il n'y aura pas de paix possible dans cette partie du monde.

Défendons aussi les forces progressistes au Pakistan et en Inde qui luttent solidairement contre la guerre et qui, dans chaque pays, peuvent être dénoncées comme des « traîtres à la nation » et devenir la cible de la répression.

Le gouvernement français quant à lui s'est rangé au côté de l'Inde, comme les États-Unis.

Pierre Rousset

Le monde en bref

France-Libye Les bateaux de la honte.

La rumeur circulait depuis quelques jours, avant que la nouvelle soit confirmée le 21 février dans une dépêche Reuters : « La France va fournir au printemps prochain six embarcations rapides à la garde-côtes libyenne, engagée, avec la coopération de l'Union européenne, dans le contrôle controversé des flux de migrants tentant de traverser la Méditerranée. » L'agence Reuters emploie ici un doux euphémisme en évoquant le caractère « controversé » de la politique criminelle à l'égard des migrantEs, menée par l'Union européenne, soit directement, soit par l'intermédiaire de sous-traitants comme la Libye.

Les phénomènes de violences, torture, travail forcé, trafic d'esclaves... qui ont cours en Libye, ont été largement documentés par les ONG et par les témoignages directs des migrantEs qui ont réussi à s'échapper de l'enfer. Et il en va de même de la participation directe et/ou de la complicité des autorités libyennes, des forces de sécurité, des garde-côtes... qui ont partie liée avec les passeurs, milices et autres trafiquants. Comme le souligne une pétition initiée par diverses associations, collectifs et ONG, « les migrantEs et demandeurEs d'asile qui sont capturés en mer et refoulés en territoire libyen sont placés en rétention et soumis à des conditions de vie inhumaines : insuffisance de nourriture, d'eau, de soins médicaux, mais aussi passages à tabac, tortures, violences sexuelles, esclavage, homicides... En bref, droit de vie et de mort sur des personnes otages de la barbarie. »

Le gouvernement français franchit donc un nouveau cap dans l'inhumanité : honte à lui ! Face à cette fuite en avant barbare, il ne s'agit pas de tergiverser : la mobilisation pour l'accueil des migrantEs doit se poursuivre et s'amplifier, et nous devons continuer d'exiger la liberté de circulation et d'installation, sans condition.

Italie Manifestation antiraciste de masse.

Le samedi 2 mars, ils et elles étaient entre 200 000 et 250 000, à Milan, pour protester contre les politiques discriminatoires, et notamment racistes, du gouvernement d'extrême droite. Une mobilisation de masse dont les médias français n'ont quasiment pas parlé, probablement obnubilés par la énième polémique sur le hijab, la vaniteuse tribune de Macron-sauveur-de-l'UE ou trois vitrines cassées lors d'une manifestation de Gilets jaunes...



DR

À l'appel de centaines de collectivités locales, de dizaines d'associations, de syndicats, d'organisations de gauche, de personnalités..., c'est une Italie progressiste, antiraciste, antifasciste, antisexistes et anti-LGBTIphobie qui a défilé dans les rues de Milan et défié Salvini et sa clique. Pour Salvatore Palidda, professeur de sociologie à l'université de Gênes, « cette manifestation constitue sans doute un signal très très important : les divisions, les frustrations, le sentiment d'impuissance, le vide de capacités innovatrices, sont effacés par le succès d'une mobilisation que ni les droites ni leurs alliés du M5S ne pourront imiter dans ses dimensions, sa chaleur, sa force humaine mais aussi politique. » Un optimisme que l'on souhaite partager, même si, comme les manifestantEs ont eux et elles-mêmes pu le dire, il ne suffira pas d'une mobilisation pour renverser la vapeur en Italie. Une manifestation, en tout état de cause, marquante, et ouvrant des perspectives face au cours néofasciste des autorités italiennes, et qui fait en outre figure de source d'inspiration pour nos mobilisations en France.

NIGERIA Une élection sans enjeu

Les élections au Nigeria, une des premières puissances économiques de l'Afrique, viennent de se terminer avec la victoire de Muhammadu Buhari au premier tour (plus de 55 % des voix) contre son rival Atiku Abubakar. Malgré la débauche d'argent dépensé, évalué à 168 millions d'euros, le taux de participation est resté faible, seulement 35,6 %.

En 2015, la première victoire de Muhammadu Buhari avait suscité beaucoup d'espoir, notamment parmi les couches populaires et la jeunesse. Il s'était engagé à promouvoir le changement dans un pays qui avait connu 16 ans de pouvoir du PDP (People's Democratic Party). Un changement qui devait s'articuler autour de trois idées fortes, l'économie, la sécurité et la lutte contre la corruption.

Deux candidats pour une même politique

Les résultats sont loin d'être au rendez-vous. La crise économique a empiré avec l'augmentation du prix des carburants et la dévaluation de la monnaie locale, le Naira, entraînant une dégradation du pouvoir d'achat des populations. Malgré les déclarations de Buhari, le groupe islamiste Boko Haram est loin d'être vaincu. Certes des victoires militaires ont pu être obtenues, mais les militants islamistes se sont réorganisés et continuent leurs attaques sanglantes. Alors



Muhammadu Buhari, WIKIMEDIA COMMONS

que Buhari obtenait la libération des jeunes filles enlevées à Chibok, Boko Haram procédait à de nouveaux kidnappings d'écolières à Dapchi Yobe. À cela s'ajoutent les conflits violents entre agriculteurs et pasteurs qui faute de médiation et d'intervention de l'État dégénèrent avec son lot de victimes, de rancœur et de haine. Tandis que le banditisme sévit dans les régions reculées du pays. Quant à la lutte contre la corruption, elle est surtout utilisée

pour éliminer les adversaires politiques...

Atiku Abubakar, le candidat du PDP, n'est guère engageant. Homme d'affaires éblouissant par des scandales financiers, il a pour ambition de « remettre le Nigeria au travail » (« Get Nigeria Working Again »). Son programme n'est qu'une accentuation de la politique libérale de déréglementation, avec comme objectif phare la privatisation de l'industrie pétrolière. Son autre mesure phare est l'amnistie de tous les individus condamnés pour corruption, avec l'argument qu'ils reviendront et dépenseront leur argent au pays. Une sorte de variante nigérienne de la théorie du ruissellement...

À la recherche d'une autre voie

La recherche d'une alternative à ces deux candidats et leurs politiques libérales a permis l'émergence de la candidature d'Oyoye Sowore, fondateur du parti African Action Congress (AAC). Cet ancien dirigeant étudiant, militant des droits humains, a réussi à surfer sur le

rejet, par une grande partie de la jeunesse des deux candidats septuagénaires. Sa campagne, axée sur les réseaux sociaux, a été dynamique, mais s'est vite heurtée à une faiblesse politique. En effet, Sowore reste renfermé dans un populisme où la crise économique est expliquée seulement par la corruption – éludant la question du partage des richesses – et la crise politique par un simple problème de leadership qu'il prétend naturellement régler par sa candidature. Significatif est sa revendication radicale d'un salaire minimum de 100 000 Naira financé par... une réduction d'effectifs. Son score a été décevant, atteignant un peu moins de 34 000 votes (0,12%). L'élection présidentielle était couplée avec les élections des parlements régionaux, permettant à la gauche radicale de se présenter dans quelques régions, mais hélas de manière très marginale. Il est certain que, pour son second mandat, Muhammadu Buhari ne connaîtra pas l'état de grâce dont il avait pu bénéficier en 2015. D'autant qu'au Nigeria les organisations syndicales restent puissantes, elles ont été d'ailleurs un élément décisif dans la chute de la dictature à la fin des années 1990. À cela s'ajoute l'émergence d'une société civile militante notamment dans les bidonvilles des grandes métropoles. Autant d'atouts pour résister aux offensives libérales.

Paul Martial

Le 8 mars 2019 est placé sous le double signe du développement des luttes féministes à l'échelle internationale et de la construction de la grève des femmes. En France, le surgissement du mouvement des Gilets jaunes, où les femmes se retrouvent en première ligne, marque la situation politique. Le 24 novembre dernier, qui a été une réussite manifeste avec 50000 personnes dans la rue contre les violences sexistes, n'avait pas permis de faire la jonction entre mouvement féministe et mouvement des Gilets jaunes, alors naissant. Mais le 8 mars, veille d'un samedi de mobilisation des Gilets jaunes, s'annonce différent si nous arrivons à lier cet acte 17 aux luttes des femmes partout dans le monde.

Dossier réalisé par la Commission nationale d'intervention féministe (CNIF).



Retour s

Les grèves des femmes existent depuis longtemps...

La première grève nationale des femmes a eu lieu le 24 octobre 1975 en Islande, jour où le groupe féministe Red Stockings a appelé une grève féminine pour revendiquer l'égalité. Bien que l'Islande ait été le troisième pays au monde à reconnaître le droit de vote aux femmes (1915), celles-ci n'en subissaient pas moins des discriminations sexistes. La grève a été un succès. Les femmes ont réussi à bloquer les entreprises et les institutions à travers le pays. Ce succès historique a permis plus récemment de faire de la grève un outil politique central de la lutte féministe.

Grèves nationales... et internationales

Le 3 octobre 2016, les femmes polonaises ont manifesté et fait grève en masse pour le droit à l'avortement. Peu après, le 19 du même mois, le meurtre d'une fille de 16 ans en Argentine a fait sortir des milliers de personnes dans les rues, dans la continuité des manifestations organisées par le collectif « Ni Una Menos » en 2015 et 2016. Les femmes ont organisé une grève d'une heure contre les violences sexistes qui, en Argentine, tuent une femme toutes les 30 heures. La grève des femmes comme outil de lutte est devenue centrale pour la nouvelle vague du féminisme qu'on voit se développer de manière internationale depuis le début des années 2010. Depuis 3 ans, chaque 8 mars, les féministes argentines produisent un nouvel appel pour la Grève internationale des femmes. En France, l'appel à la grève des

Inégalités salariales: 15 H 40, L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

Les organisations féministes, de nombreux syndicats et certaines organisations politiques comme le NPA, appellent à la grève des femmes à partir de 15h40. Pourquoi 15h40 ? parce que sur une journée de travail de 7 heures, 1h50 minutes représente le travail gratuit supplémentaire effectué chaque jour par les femmes, puisque à travail égal, les femmes gagnent en moyenne 26% moins que les hommes.

En novembre 2018, l'Organisation internationale du travail (OIT) faisait un constat quasi similaire : les femmes dans le monde gagnent 20% moins que les hommes, pour des postes identiques. 20% de temps de travail gratuit partout dans le monde. On ne parle même pas ici du travail gratuit domestique alors que, avec la casse des services publics, ce sont les femmes qui doivent de plus en plus en pallier les manques.

Paramètres multiples

Si on y regarde de plus près, les inégalités salariales se creusent avec différents paramètres. Le premier élément est la différence vis-à-vis du diplôme. En règle générale on observe que le diplôme reste une garantie collective sur le marché du travail. On observe aussi que les femmes sont en France plus diplômées que les hommes : 27,1% des femmes ont au moins une licence, contre 21,6% des hommes. Et pourtant, si l'on regarde les niveaux de salaire en moyenne pour l'ensemble de la population active à diplôme égal, on trouve un écart de 34,3% entre hommes et femmes. À bac + 3, cet écart va jusqu'à 46,2%, et au

niveau le moins diplômé (brevet ou moins), il est de 41,4%. L'écart s'explique par deux raisons principales : la première est la question du temps partiel, la seconde celle des différentes filières¹. Les temps partiels sont effectivement occupés à 80% par des femmes. Que ceux-ci soient

choisis ou imposés, la perte de salaire est importante, ce qui creuse les inégalités et place souvent les femmes dans une situation de précarité et de dépendance financière dans le cadre d'un foyer hétérosexuel. De plus, les femmes prennent largement des temps partiels pour garder les enfants,

tâche qui devrait être prise en charge par le service public. Si les femmes sont plus diplômées, les études et les filières ont aussi un genre et les femmes sont très nombreuses dans les filières les moins rémunératrices, comme les filières des sciences humaines et sociales.

FÉMINISATION DES NOMS DE MÉTIERS



Dernier problème et non des moindres, les femmes ont beaucoup moins souvent le statut de cadres que les hommes. Au niveau bac + 3 et plus, on observe que 62,2% des hommes sont cadres contre 35,9% des femmes.

Oppression structurelle

Les inégalités salariales nous permettent de comprendre comment l'oppression des femmes est structurelle dans le système capitaliste, mais aussi pourquoi les femmes sont à l'avant-poste des mobilisations comme celles des Gilets jaunes. Plus que jamais nos revendications doivent s'articuler autour de la question des salaires, que ce soit dans le mouvement féministe, dans la mobilisation des Gilets jaunes ou dans le mouvement syndical et social de manière générale, en prenant en compte la question de la précarité :

- Réduction massive du temps de travail sans perte de salaire,
- Égalité salariale femmes/hommes
- Augmentation des salaires de 300 euros net, pas de revenus en dessous de 1700 euros.

¹ - https://www.inegalites.fr/Femmes-hommes-a-diplomes-egaux-salaires-inegaux?id_theme=22

Violence L'

Si le premier lieu des violences lumineuse l'ampleur des phénomènes ces derniers mois, l'actualité

Selon le Défenseur des droits, 20% des femmes affirment avoir vécu des situations de violences au travail. L'immense majorité de ces cas n'arrivent jamais aux oreilles de l'employeur et seul 5% sont portés devant la justice. Chaque année, plus de 200 femmes saisissent l'AVFT¹ pour des cas de violences, comprenant insultes, discriminations, harcèlement, menace et chantage, licenciement, agressions physiques et sexuelles. Parmi les victimes de ces violences, les femmes célibataires, bisexuelles et lesbiennes sont plus exposées au harcèlement, et le taux de violence est plus élevé dans le privé que dans le public.

Multiplés entraves à l'accompagnement des femmes

Bien que ces cas de violences soient nombreux, rares sont les femmes qui osent les dénoncer. La peur de perdre leur emploi, de ne pas être prises au sérieux ou de se retrouver isolées sont

ur l'histoire de la grève des femmes

GRÈVE
des femmes!

NPA

La grève des femmes permet de visibiliser le travail reproductif comme un véritable travail. Souvent invisible, gratuit, il passe inaperçu. Pourtant, il est central dans le système capitaliste. Sans lui, il n'y a plus de travailleurEs, plus de production de sur-valeur, plus de profit.

À l'heure actuelle, ce travail est accompli en partie par des femmes racisées, dans la mesure où dans les pays occidentaux il a été partiellement externalisé notamment par les foyers qui ont des revenus suffisants. Défendre la grève du travail reproductif, c'est donc aussi faire le lien entre lutte des classes, féminisme et antiracisme, qui sont intrinsèquement liés. On notera qu'à l'heure actuelle, nombre de luttes victorieuses ont lieu dans les secteurs du travail reproductif salarié : grève d'ONET, grève des Holiday Inn, etc.

La grève des femmes permet, enfin, de remettre sur le devant de la scène l'une de nos principales armes, la grève. En faisant la grève du travail productif et reproductif, non seulement nous bloquons la production et la reproduction, mais nous dégageons également du temps pour nous organiser, pour débattre politiquement, etc. Trop souvent les femmes ne peuvent pas se mettre en grève et lutter car pèsent sur elles la charge de la famille ! Cette grève est à la fois une grève sociale mais aussi politique, elle est contre le système dont l'oppression des femmes est une des pierres angulaires. En défendant une grève totale, une grève politique, on libère un espace pour la lutte des femmes. Alors, touTEs en grève pour le 8 mars !

femmes pour le 8 mars est défendu depuis 2014 par l'union syndicale Solidaires. Depuis quelques années, il est également repris par le Collectif national pour les droits des femmes et la CGT.

Le 8 mars 2017, ce n'est pas une grève nationale mais internationale des femmes qui a été appelée. Dans pas moins de 30 pays, les féministes ont organisé une grève internationale des femmes de la production et du travail domestique.

Pour le 8 mars 2018, les femmes espagnoles ont préparé la grève pendant un an, notamment en organisant des assemblées. Six millions de femmes ont été en grève (voir ci-contre).

Ce qui est nouveau et qui caractérise cette mobilisation, c'est la tentative d'unifier la lutte dans le monde entier, qui confère à ce « nouveau » mouvement des femmes un caractère international.

Grève de la reproduction sociale : kezako ?

Il ne s'agit pas de n'importe quelle grève. La grève des femmes allie

grève du travail salarié et grève du travail reproductif. Le travail reproductif, c'est l'ensemble des tâches, rémunérées ou non, ayant lieu dans la sphère privée, familiale ou non, qui permettent la reproduction des travailleurEs, la reproduction de la force de travail. Il comprend donc l'ensemble du travail domestique (tâches ménagères, éducation des enfants, préparation des repas, des habits, entretien de la maison...), du travail de soin psychologique (travail émotionnel, charge mentale), et du travail sexuel. Pour le 8 mars, il ne s'agit donc pas uniquement de se mettre en grève sur notre lieu de travail, mais aussi de cesser d'effectuer l'ensemble des tâches qui sont attendues socialement des femmes, qui constituent la fameuse double journée de travail. C'est-à-dire à la fois stopper la production (les femmes sont la moitié de la classe ouvrière) et stopper ce qui permet au système de se renouveler, de se reproduire.

nces faites aux femmes au travail : AMPLÉUR DU PHÉNOMÈNE

nces envers les femmes reste le foyer, une série d'événements récents a mis en lumière des phénomènes de violences au travail. Harvey Weinstein, Denis Baupin, Ligue du LOL : tout dévoile ces « affaires » de viols, harcèlements et autres abus de pouvoir.

autant de contraintes au silence. Auparavant, en cas de violences sexistes, une enquête était généralement ouverte par l'inspection du travail, mais la baisse des moyens de cette dernière rend plus difficile la protection des femmes. De plus, les travailleurs sociaux, ainsi que les services de police, de santé, de justice qui reçoivent les victimes ne sont pas formés.

La suppression des emplois aidés et les coupes budgétaires pour les associations féministes entravent également l'accompagnement des victimes de violence. Nous ne devons rien attendre de ce gouvernement. Pour mettre fin aux violences, c'est dans la rue que nous devons changer tout le système ! Organisons-nous pour exiger plus de moyens pour la prise en charge des victimes, pour la formation de celles et ceux qui les reçoivent, entre autres dans les syndicats de plus en plus mobilisés sur cette question, et pour une prévention antisexiste adaptée sur tous les lieux de travail.

1 - Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail



Grève des femmes dans l'État espagnol

Le 8 mars dernier, une vague féministe a secoué la politique réactionnaire de l'État espagnol, dépassant toutes les attentes : un tiers des travailleurEs du pays, femmes comme hommes, soit 6 millions de manifestantEs dans près de 200 villes. Une mobilisation qui a impacté tous les champs de la vie sociale : les écoles, les universités, les lieux de travail, les rues, les quartiers...

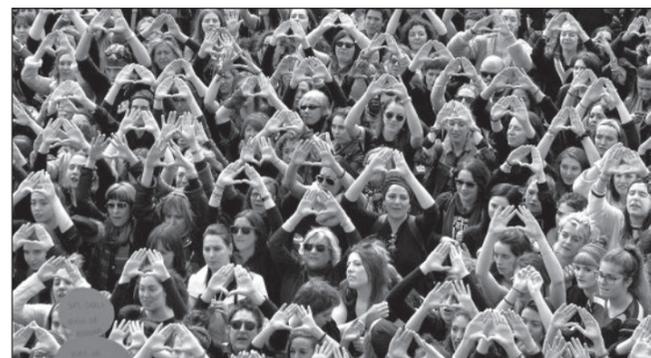
Malgré la frilosité de deux organisations syndicales majoritaires, le CCOO et l'UGT, à soutenir une grève générale de 24 heures pour cette journée, l'organisation solide des femmes en amont a permis cette mobilisation d'ampleur exceptionnelle. En effet, celles-ci se sont organisées par des assemblées de quartier ou de ville, lors des piquets de grève, mais aussi au sein des syndicats minoritaires (CNT, CGT).

Un soulèvement féministe à dimension anticapitaliste

La grève a paralysé l'économie du pays, que ce soit dans les transports, ou par les nombreux piquets de grève devant les grandes enseignes de magasins. Ce soulèvement féministe a, plus que jamais, revêtu une dimension anticapitaliste, se dressant contre les inégalités salariales, mais aussi contre l'austérité que subit le pays depuis plusieurs années. Étant les premières atteintes par la précarisation et le chômage, les femmes en lutte adoptent ainsi les pratiques de la lutte des classes pour se révolter. Cette grève s'est également étendue à la sphère privée par la désertion des tâches de soin et domestiques, pour dénoncer le système d'oppression patriarcale, les violences sexistes et sexuelles. C'est l'articulation de deux systèmes d'oppression qui donne une dimension globale au mouvement féministe.

Les réactionnaires à l'offensive

Malgré ce pas en avant et l'accumulation de campagnes féministes populaires durant l'année qui a suivi, les résultats concrets d'une telle mobilisation sont restés invisibles. Entre autres, la justice espagnole a pris clairement parti contre les mobilisations populaires en refusant la caractérisation de viol et en condamnant pour simple délit les prédateurs de « la Manada » (« la Meute », groupe de 5 hommes jugés pour le viol d'une jeune femme de 18 ans en juillet 2016). Puis, cette même justice a prononcé une peine de 5 ans de prison ferme dans le cas emblématique de Juana Rivas, cette femme qui avait éloigné ses enfants d'un père violent.



L'arrivée de Vox au Parlement andalou en décembre 2018 donne une tribune considérable à l'extrême droite espagnole. Défendant la famille, l'abolition du droit à l'IVG et de la loi cadre contre les violences faites aux femmes, cette formation politique aux relents franquistes est relayée sur la place publique par l'organisation ultra conservatrice Hazte Oir qui, à l'approche du 8 mars, fait déambuler un bus avec le visage d'Hitler portant le symbole féministe et l'inscription #StopFeminazis, pour réclamer l'abolition des lois sur le genre.

Auto-organisation des femmes

Mais, en dépit de cette situation défavorable et des crises gouvernementales, le mouvement des femmes dans sa diversité a milité pour l'auto-organisation d'une nouvelle grève générale qui concerne toutes les exploitées par le système capitaliste et patriarcal. Après plusieurs rencontres centrales regroupant des centaines de femmes des diverses régions autonomes, les « Comisiones 8M » ont tissé un ample réseau militant qui témoigne d'un ancrage dans la vie politique locale qui permet d'enrichir la liste des revendications. À travers le mot d'ordre « *Nous ne sommes pas toutes ici* », les féministes espagnoles insistent sur la nécessité d'intégrer dans la lutte les femmes immigrées, les femmes de couleur, celles que le racisme, la précarité ou l'illégalité condamnent à l'invisibilisation. L'auto-organisation naissante des femmes « soignantes » latino-américaines ou la dénonciation des traitements scandaleux des femmes arrivées par Gibraltar (traite, esclavage) sont prises en

compte. Les femmes mobilisées se sont dotées d'un code éthique, d'un guide des pratiques féministes qui regarde tant la pratique de construction d'un collectif avec un nouveau « sens commun », comme les contenus d'un programme qui replace les femmes au centre de « *tous les espaces de la vie* » et leur capacité à faire la grève au-delà du domaine habituel du travail salarié. Elles appellent à la grève de la production et de la reproduction pour mieux combattre le système et mettent l'accent sur la diversité des actions possibles.

Face à ces aspects innovateurs et malgré l'ampleur du travail des organisations locales et de l'écho de la lutte internationale des femmes, les institutions et les centrales syndicales majoritaires peinent à prendre la question à bras-le-corps. Mais l'implication des femmes devient évidente dans tous les secteurs et se décline dans les régions autonomes. L'intersyndicale GIC et CCOO de Galice ont fait condamner la Xunta (gouvernement régional) pour entrave à la grève dans les services publics à l'occasion du 8 mars 2018. Cette année, CCOO et UGT ont dû concéder une certaine « flexibilité » de l'appel à la grève, de 2 heures au niveau de l'État, mais de 24h dans des sections régionales ou locales qui l'imposent déjà ; les syndicats basques ELA et LAB appellent à une journée entière, la CNT et la CGT également, et le conseil municipal de Zaragoisse assume la motion de Zaragoza en Comun appelant à la grève féministe. Cette année encore, les femmes de l'État espagnol semblent déterminées à démontrer que « *si les femmes s'arrêtent, c'est le monde qui s'arrête* ».

Préparer la grève en France

En France l'idée de grève du travail et des tâches domestiques fait son chemin. Nous, femmes, représentons 51% des travailleurEs et nous sommes embauchées dans les secteurs les plus précarisés mais aussi les secteurs clés de l'éducation, des soins, du travail social, du nettoyage...

Si on s'arrête, tout s'arrête !

L'intersyndicale nationale appelle à la grève des femmes à 15 h 40. L'appel est décliné localement : préavis de grève, rassemblements, manifestations, soirée en mixité ou en non-mixité... Dans plusieurs villes, des collectifs locaux préparent la grève du 8 mars depuis le mois d'octobre. Ces tentatives de construction du mouvement féministe par la base regroupent des militantes féministes, associatives, politiques, syndicales... et des femmes qui n'avaient jusqu'alors jamais entendu parler de féminisme. Ces expériences sont d'autant plus importantes qu'elles trouvent écho dans le mouvement des Gilets jaunes. En cela, l'acte 17 des Gilets jaunes le lendemain du 8 mars peut permettre d'unifier les luttes et mettre les femmes et les luttes féministes au premier plan. Dans le contexte social actuel, nous pouvons faire du 8 mars un moment de construction d'un mouvement féministe de masse !

MEETING NPA JEUNE

De la révolte des Gilets jaunes à la révolution sociale!



Le 28 février, les drapeaux rouges du NPA à l'entrée de l'AGECA annonçaient la couleur: un meeting avec plus d'une centaine de jeunes venus écouter nos perspectives révolutionnaires.

Mobilisations des Gilets jaunes, 8 mars, manifestation pour le climat, autant de luttes d'actualité donnant l'envie de s'y mettre aussi! Une camarade cheminote de Saint-Lazare ouvre le meeting. Ayant fait la grève du printemps dernier contre la réforme du rail, participant au mouvement des Gilets jaunes qui, depuis près de trois mois, bouleverse l'atmosphère politique, elle intervient pour raconter les difficultés des conditions de travail à la SNCF, mais aussi l'écho que peuvent avoir les Gilets jaunes dans cette boîte et d'autres, suscitant un élan de solidarité, et donnant l'occasion d'endosser aussi le gilet jaune, orange ou rouge.

Les possibilités ouvertes par le mouvement des Gilets jaunes sont palpables dans le monde du travail mais également au sein de la jeunesse scolarisée. C'est l'objet de l'intervention suivante: un étudiant allemand décrit le sursaut de la jeunesse autour des questions écologiques dans plusieurs pays d'Europe, et à Paris. Vient ensuite l'intervention féministe et l'évocation des mouvements d'ampleur pour le droit à l'avortement en Amérique latine, et les luttes des femmes en gilets jaunes.

Porter nos perspectives révolutionnaires partout

Avant la dernière intervention et l'ouverture du débat, c'est l'occasion pour nous de rappeler que le NPA doit être présent lors des élections européennes. Tous les partis politiques bourgeois manœuvrent au sein du mouvement des Gilets jaunes pour faire pourrir ses fruits... dans les urnes, l'extrême droite en premier lieu. Nous devons chercher à faire entendre nos idées révolutionnaires et réaffirmer que les batailles, c'est dans la rue que nous les gagnerons, et pas dans les élections. Il est nécessaire de souscrire pour le NPA, notamment pour qu'il puisse être présent dans les échéances électorales. Enfin, pour conclure ce meeting du NPA jeune, une militante rappelle à quel point toutes ces luttes animant la scène politique sont les nôtres, et à quel point ces dernières posent pour chacune d'elle la question de détruire le système. Dans ces mouvements, qu'ils soient impulsés par la jeunesse dans les lieux d'étude, ou par les travailleurEs comme celui des Gilets jaunes, nous n'en sommes pas solidaires, nous en sommes partie prenante. Ce sont ces luttes et leur développement qui changeront la donne.

Mathilda Nalot

BLANQUEFORT Ford nous « libère », l'État recule: reste notre résistance

Samedi 2 mars, nous avons vécu une super soirée concert de solidarité dans une salle pleine, avec des artistes solidaires et pleinement partie prenante, avec aussi la participation active de l'équipe de la salle du Grand Parc. Environ 1100 personnes étaient là, en soutien à la bataille contre la fermeture de l'usine. Cela ne change peut-être pas la donne, mais cela fait un bien fou: à nous les « syndicalistes-organisateurEs », aux salariéEs comme à toutes les personnes présentes. Dans une grosse ambiance de résistance.

Nous savions que 2 jours après, lundi 4 mars, la Direccte devait rendre un avis sur le plan de licenciements (PSE), et que cet avis serait certainement de l'homologuer. Et c'est ce qui est arrivé. C'est à 23 h 21 que la préfecture a annoncé la décision, honteusement, le plus discrètement possible.

Faire passer la pilule

Il n'y a effectivement pas de quoi être fier. L'État a fini par valider le même PSE qu'il avait retoqué le 29 janvier, le même PSE qui justifiait la colère de l'État, des pouvoirs publics, des collectivités territoriales. Alors pour sauver la face, pour faire un peu illusion, il fallait bien justifier ce changement d'attitude.

Les jours précédents commençaient ainsi à circuler dans les médias (*Challenges* entre autres), ou au travers de déclarations du gouvernement, l'info-intox selon laquelle le PSE de Ford serait « protecteur », d'un bon niveau, qu'il rassurerait les salariés pour leur avenir. Il fallait faire passer la pilule du retournement, il fallait bien relativiser la chose. La fermeture devenait un événement pas si grave que ça. À la limite, l'État ne serait pas inefficace puisqu'il aurait réussi à imposer un PSE de qualité et il aurait même obtenu de Ford 20 millions d'euros supplémentaires pour la « revitalisation » du site.

Catastrophe sociale

Sauf que la fermeture, c'est 850 emplois directs supprimés et, dans la foulée, pas loin de 2000 induits dans la région. Ce qui représente une catastrophe



Photothèque Rouge / JMB

sociale dans un contexte de chômage et de précarité déjà important.

Premier effet de la validation du PSE, le communiqué de Ford, cynique et limite provocateur, affichant sa satisfaction de pouvoir fermer son usine. Enfin! Pour la multinationale, les salariéEs seraient ainsi « soulagés » après un long suspense, et seraient « libérés » pour aller vers d'autres horizons. Soulagés et libérés, c'est sûrement le cas des dirigeants de Ford. Depuis des mois, leur seul souci c'est de liquider leur affaire, ils sont payés pour ça, ils auront peut-être même une grosse prime pour bons et loyaux services.

Du côté des collègues, il n'y a ni soulagement ni libération. Dans un climat de résignation, c'est juste une étape nouvelle vers la sortie. Car, quoi qu'en disent

certain, Ford vire tout le monde, en poussant les anciens vers la préretraite et toutes les autres vers le licenciement, donc vers Pôle Emploi. Car ce n'est pas le cabinet de reclassement et ce ne sont pas les 40 000, 60 000 ou 80 000 euros d'indemnités de licenciement qui vont nous consoler.

La lutte continue

La décision de l'État n'est pas une surprise, cela reste cependant un coup dur pour celles et ceux qui luttent depuis le début contre la fermeture. Mais nous n'avions justement pas d'illusions, pas de faux espoirs. Nous savions que c'était très mal barré. Nous y étions préparés. Et cette annonce ne nous fait pas flancher, car nous restons déterminés à continuer la bataille pour les emplois.

D'ores et déjà, nous allons saisir les tribunaux pour dénoncer le PSE, pour le faire invalider. Il n'a aucune justification économique. Ce qui a d'ailleurs été dit par le ministre, et bien d'autres, durant ces derniers mois. L'idée, c'est d'utiliser les outils qui existent pour imposer à Ford de payer ce

qu'il doit, ce qu'il nous doit. Mais aussi de dénoncer la politique de Ford, de toucher à son image. En parallèle, nous allons maintenir la bataille pour la défense des emplois, pour remettre une activité, pour empêcher que l'usine ne devienne une friche. Pour cela, les pouvoirs publics doivent agir, prendre l'usine en mains, réquisitionner le parc machines: c'est la base pour envisager une réindustrialisation. L'État et les collectivités territoriales doivent coopérer et élaborer une stratégie industrielle. Alors certes, pourquoi le feraient-ils maintenant, alors que cela n'a pas été fait avant ici à Ford ou ailleurs?

Ne pas lâcher prise

Et quelle chance avons-nous d'imposer quoi que ce soit à l'État? C'est vrai, cela s'annonce très difficile voire impossible. Et alors? Qu'avons-nous d'autre à faire que d'essayer de poser les problèmes politiques qui sont là? Le pouvoir ne doit pas se cacher derrière une posture d'impuissance: c'est trop facile. Il y a d'autres solutions qui existent. Rien n'empêche de prendre des mesures radicales, d'agir fermement. Ce n'est pas un problème technique, c'est une question de choix politique. Donc on va continuer, on va demander que le groupe de travail Bercy-Collectivités territoriales-syndicats se mette en place comme prévu, pour discuter concrètement de ce qu'il faut faire pour réindustrialiser. C'est à nous d'exiger que les pouvoirs publics agissent pour défendre nos intérêts, à les bousculer. Donc, encore une fois malgré les mauvaises nouvelles, les défaites, il n'est pas l'heure de lâcher prise. On va préparer des actions et même, nous aurions la folle idée d'organiser un nouveau concert de soutien en s'appuyant sur la solidarité qui existe tout autour de nous, notamment du côté des artistes qui veulent absolument refaire une soirée.

Philippe Poutou

VIOLENCES POLICIÈRES Scandaleuse plainte contre une affiche d'Info'Com-CGT

Nous reproduisons des extraits d'un communiqué du syndicat Info'Com-CGT, poursuivi par diffamation par le ministère de l'Intérieur en raison de l'édition d'une... affiche.

Monsieur Castaner, ministre de l'Intérieur, vient de déclencher une procédure pénale contre notre syndicat Info'Com-CGT, en nom de son secrétaire général qui doit se présenter à la police judiciaire le 18 mars prochain. Le ministre estime qu'une affiche de notre syndicat tombe sous le coup d'articles de loi sur la diffamation. Le titre éminent et le pouvoir considérable du ministre lui laissent espérer que le procureur de la République, nommé récemment par le président de la

République, soit spécialement sensible à sa démarche.

Liberté d'expression dans le viseur

Beaucoup de victimes de la répression, gravement blessées, de manifestants inculpés pour la seule raison d'avoir manifesté, et de juristes souriant devant cette affiche, qui leur paraît bien anodine. Elle constitue à leurs yeux bien plus un appel à la prudence dans le traitement des manifestants, jeunes en particulier, qu'une diffamation à l'égard d'une institution dont ils



voient la violence condamnée de manière la plus large, ce à l'échelle européenne.

Notre syndicat ne sourit pas. Il prend très au sérieux la création de toutes pièces d'une affaire qui vise la liberté d'expression, s'agissant en particulier d'une action policière

plus que controversée. Nous ne sommes pas restés indifférents devant les images consternantes de Mantes-la-Jolie, qui montraient des adolescents prostrés, à genoux, mains sur la tête, encadrés par des policiers exerçant à leur encontre un pouvoir exorbitant, et filmant leurs propres actes. Ces faits ont été établis et relevés grâce à une information libre, indépendante de la tutelle de la censure. [...]

Voilà pourquoi nous prenons toutes dispositions pour qu'autour de cette tentative de criminaliser notre action de syndicat libre se dressent, solidaires, les partisans de la liberté, d'expression comme de manifestation.

Rassemblement de soutien lundi 18 mars 2019 à 13h30, 36 rue du Bastion, 75017 Paris

16 MARS

La révolte globale sera antiraciste

Ici, les affiches du nouveau film de Netflix sont partout sur les murs: « Paris est à nous ». D'autres affiches ont commencé à se multiplier, ainsi que des stickers, avec la date du 16 mars. Celles-ci appellent à la Marche des solidarités.

Le 16 mars Paris sera effectivement à nous, parcouru en tous sens par des dizaines de milliers de manifestantEs!

À Paris des cortèges de la Marche pour le climat, nourris par la journée internationale de grève des jeunes de la

veille, convergeront vers la place de la République. Des Gilets jaunes de toute la France viendront dans la capitale pour une « journée décisive » au lendemain de la fin du « Grand débat ». L'appel tourne aussi à l'international. Et la Marche des solidarités manifesterà

LA POSTE 92 Détermination face à la répression

Après l'occupation, le 20 février, de la cour du ministère du Travail et le rassemblement qui a eu lieu suite à l'interpellation de Gaël Quirante, les postiers et postières des Hauts-de-Seine continuent à maintenir la pression sur la boîte avec des actions symboliques permettant de visibiliser la grève.

Le 28 février, ils se sont rendus au Salon de l'Agriculture pour interpeller Bruno Le Maire, ministre de tutelle de La Poste, qui avait promis de suivre personnellement le dossier de la grève du 92. Mais visiblement, ce dernier a changé d'avis, puisqu'il a répondu aux grévistes : « Philippe Wahl est le président de La Poste, c'est à lui de gérer ça ». Il a même eu le culot d'ajouter : « J'ai regardé personnellement le dossier, il y a eu des comportements qui ont été inacceptables. » Sans doute M. Le Maire voulait-il parler du cadre de La Poste qui a cassé le nez d'un des grévistes, Nordine, il y a deux semaines ? Mais plutôt que de répondre aux interrogations des grévistes, le ministre a préféré s'enfuir, exfiltré par son service de sécurité, qui a d'ailleurs usé de la violence pour éloigner les postiers et postières.

Répression et asphyxie financière

La vidéo de cette action a largement été relayée sur les réseaux sociaux, notamment des pages de Gilets jaunes qui, eux aussi, n'en peuvent plus de l'arrogance de ce gouvernement. Avec les différentes actions menées ces dernières semaines (occupation du siège de La Poste, interpellations de ministres, envahissement du ministère du Travail...), la grève commence à rencontrer un large écho, y compris à un niveau national.

Cependant, la direction de La Poste semble déterminée à ne pas céder, et même à écraser ce mouvement de grève, pour briser une équipe combative. C'est la raison pour laquelle elle fait appel à la répression la plus brutale : depuis le 26 mars 2018, début de la grève, ce sont 12 interventions policières, dont 4 avec des violences, qui ont eu lieu, 500 constats d'huissier, et 70 vigiles privés qui ont été mobilisés sur 4 sites. Dernier fait en date : la boîte demande 3 mois de mise à pied pour Xavier Chiarelli, pour des faits remontant à 2014.

Mais elle cherche aussi à écraser cette grève en asphyxiant financièrement les grévistes. Depuis le 26 mars dernier, elle verse des paies à 0 euro à tous les grévistes. Cela a des conséquences concrètes sur la vie des grévistes, qui ne touchent plus rien de la boîte depuis 11 mois.

Étendre et visibiliser le soutien à la grève

Même si cela n'entame pas la détermination des grévistes, il est plus que jamais nécessaire de verser et de faire verser à la caisse de grève. Dans toutes les structures où nous militons, notamment nos organisations syndicales, nous devons demander que des dons soient faits à la caisse de grève. De la même manière, afin de visibiliser le soutien dont bénéficie la grève, il faut faire voter des motions de soutien à la grève.

La boîte a subi une série de défaites juridiques, notamment le fait que Gaël Quirante



Les postierEs du 92 au ministère du Travail. DR

soit maintenu dans ses mandats et puisse continuer à intervenir sur les centres. Pour tenter de parer au chaos postal provoqué dans le département par le conflit, elle a dû embaucher en CDI une série d'intérimaires. Tout cela est à mettre au compte de la lutte acharnée des postiers et postières du 92. Mais

pour que ces derniers puissent obtenir satisfaction sur leurs revendications, notamment le retrait des réorganisations, le refus de la méridienne et des suppressions des tournées, il est plus que jamais nécessaire d'étendre et de visibiliser le soutien à la grève.

Correspondante

GRENOBLE Morts pour un vol de scooter

Deux jeunes du quartier Mistral de Grenoble, Adem 17 ans, en terminale au lycée des Eaux-Clares, et Fathi, 19 ans, commerçant, ont trouvé la mort dans la nuit du samedi 2 mars. Ils roulaient sans phare ni casques sur un scooter volé et étaient poursuivis par une voiture de police.

D'après les déclarations du procureur, s'appuyant sur plusieurs témoignages dont celui du conducteur du car, les policiers n'auraient pas heurté le scooter qui se serait écrasé seul entre un car et le mur de protection de la sortie d'autoroute...

« Parce qu'ils sont de Mistral »

N'empêche... Ces deux jeunes, estimés des habitantEs et des animateurEs de l'équipement socioculturel, sont morts des conséquences d'une course-poursuite. À juste titre, les habitantEs sont en larmes et en colère, et remettent en cause les pratiques policières « spécial Mistral » : harcèlement policier permanent, contrôles

d'identité incessants, tutoiement, courses-poursuites fréquentes jusqu'à ce drame. Plus globalement ils et elles dénoncent un mépris venu des institutions, et en particulier de la police, « parce qu'ils sont de Mistral ». Pourquoi les deux jeunes ont-ils été poursuivis alors qu'ils auraient pu être interpellés chez eux si la police le voulait ? La réponse du délégué départemental Unité SGP-Police FO, dans le *Dauphiné libéré*, est claire : « On ne sait jamais si on ne va pas déboucher sur des infractions plus graves commises antérieurement, ce n'est qu'a posteriori que l'on a su qu'il ne s'agissait que d'un vol de scooter. » Trop tard pour ces deux jeunes ! Les habitantEs réclament, et nous avec elles et eux, que

toute la vérité soit faite sur ce drame. Et de s'attaquer sérieusement à la première des violences : la violence sociale. Car, à Mistral, comme dans de nombreux quartiers « prioritaires » de la politique de la ville, la situation sociale est pire qu'il y a dix ans. Le niveau de pauvreté est trois fois supérieur à la moyenne nationale, la moitié des moins de 18 ans vit sous le seuil de pauvreté, ainsi que 48 % des 18-24 ans. Un jeune sur deux est au chômage ou en grande précarité. Et ça se passe à Grenoble, classée première, par l'indicateur « Work and Live », pour son attractivité en termes d'emploi, de salaires et de logement...

CorrespondantEs

LA POSTE Yann Le Merrer à nouveau révoqué : pas possible d'en rester là !

Le 21 février, la Cour d'appel administrative de Versailles a rendu un arrêt annulant une décision du tribunal de Cergy-Pontoise de 2017, qui elle-même annulait la révocation par La Poste de notre camarade Yann Le Merrer, prononcée en 2015.

Un rodéo juridique difficile à suivre, mais un acharnement très clair de La Poste, avec une traque évidente des militants syndicaux qui sont au côté de leurs collègues contre l'aggravation dramatique des conditions de travail.



PHOTO THÉQUE ROUGE / MILO

Harcèlement contre l'activité syndicale

Notre camarade Yann Le Merrer n'est pas le premier syndicaliste harcelé, mais il a été le premier fonctionnaire révoqué pour faits syndicaux depuis le début des années 1950. Évidemment Yann, ses camarades et collègues, ainsi que la fédération Sud PTT à laquelle il appartient, ne comptent pas en rester là. Il y aura pourvoi devant le Conseil d'État.

Les sales méthodes patronales continuent, qu'il s'agisse de la répression antisyndicale couverte par la justice ou du management de plus en plus agressif contre toutes celles et ceux qui refusent la vie qu'on leur impose au travail et les salaires de misère. Car, par cette décision, la direction de La Poste choisit de révoquer un délégué syndical simplement pour des « intrusions répétées » dans des établissements et des « prises de parole non autorisées » effectuées pendant une grève qui dura près de 6 mois en 2014 ! Il est clair que ce qui est insupportable pour elle, c'est bien l'activité d'un militant syndical combatif qui dénonce, au quotidien, la politique de suppressions massives de guichets et de bureaux de poste. En s'acharnant sur notre camarade, La Poste cherche évidemment à avoir les mains plus libres pour poursuivre ses multiples restructurations et augmenter la charge de travail de ses salariéEs. Mais ce n'est pas en réprimant des militants comme Yann que les patrons feront taire la colère sociale car celle-ci est d'abord nourrie par l'exploitation capitaliste.

Il reste une chance sur le plan juridique, avec le conseil d'État, que Yann soit à nouveau réintégré, mais ce n'est pas l'attente d'un hypothétique jugement qui l'empêchera de militer du côté des exploités, y compris à La Poste. De ce point de vue là, la direction de La Poste SA a déjà perdu.

Correspondante

à partir de la place de la Madeleine, regroupant des cortèges venus d'Argenteuil, Aulnay-sous-Bois, Persan, Saint-Denis, Alfortville, Montreuil mais aussi de Rennes et des quartiers de Paris, de la Goutte-d'Or et de La Chapelle, de Belleville, Ménilmontant et Père-Lachaise, des foyers du 13^e, derrière les familles de victimes des violences policières et les collectifs de sans-papiers.

Mobilisation nationale et internationale

Paris sera ce jour-là l'épicentre d'une mobilisation à la fois nationale et internationale. Des manifestations de Gilets jaunes auront lieu partout en France, mais aussi des Marches des solidarités locales comme à Lyon, Grenoble ou Montpellier. Et des manifestations

contre le racisme et contre le fascisme auront lieu à Athènes, à Londres, Berlin, Vienne...

Ce sera donc, de fait, jour de révolte globale. Et la détermination, la visibilité et le nombre de la Marche des solidarités, au sein de cette journée, pourrait faire que, pour une fois, la lutte contre les violences policières et contre le racisme, la solidarité avec les quartiers populaires et avec les sans-papiers, soit partie intégrante du combat social et climatique.

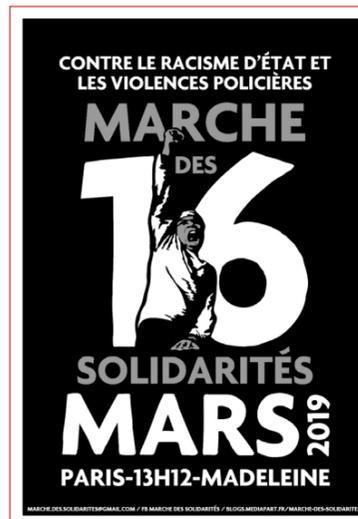
Il ne s'agit pas seulement d'une opportunité de calendrier mais aussi de la cristallisation de la dynamique créée par le mouvement. « Fin du monde, fins de mois, même combat » proclamait déjà la dernière Marche pour le climat en décembre. Des connexions se sont établies entre Gilets jaunes et quartiers

populaires notamment dans la lutte contre la répression.

Acte commun

Ce sera aussi le fruit des combats menés au sein de chaque mouvement. Des Gilets jaunes prendront la parole dans la Marche des solidarités et dans la Marche pour le climat, des représentantEs de la Marche pour le climat interviendront dans la Marche des solidarités et inversement.

Ce 16 mars, à 15h, fruit de ces convergences, un appel est lancé par la Marche des solidarités, la Marche pour le climat et des Gilets jaunes à ce que tout s'arrête pour un Acte commun, quel que soit l'endroit de Paris – en espérant que cet appel sera repris ailleurs – et quel que soit le cortège. Tous et toutes, ensemble, nous mettrons un genou à terre, comme



les footballeurs américains protestant contre les violences policières et contre Trump, et nous lèverons le poing en l'air. À l'heure où nous écrivons nous ne savons pas quelles mesures et quel dispositif prendra le pouvoir, pour tenter de nous diviser en bons et mauvais manifestantEs, pour tenter de nous interdire de manifester, pour intimider et dissuader. Mais notre détermination et notre unité seront nos armes pour lui faire, encore, échec.

Trois jours avant l'appel à la grève du 19 mars, la journée du 16 mars se présente déjà comme une opportunité gigantesque dans la lutte pour la justice, sociale et climatique, pour l'égalité des droits, contre la répression, contre le monde des Macron, Trump et Salvini. Ne reste plus qu'à tout faire pour que l'opportunité soit saisie.

Denis Godard



Les comités en action!

Rencontres de La Brèche Du Pain et des roses. Andrea D'Atri, fondatrice du collectif féministe et révolutionnaire *Pan y Rosas* et auteure du livre *Du Pain et des Roses. Appartenance de genre et antagonisme de classe sous le capitalisme*, récemment traduit en français, était présente le 19 février à la librairie La Brèche.

Du Pain et des Roses aborde la lutte des femmes pour leur émancipation depuis la révolution française de 1789 jusqu'à nos jours, en montrant que son histoire est étroitement imbriquée au combat anticapitaliste de la classe ouvrière. Aujourd'hui, face aux attaques néolibérales qui dégradent les conditions de travail et de vie, en premier lieu des femmes dont le poids au sein du salariat exploité ne cesse de croître, il est urgent de mettre fin à la séparation qui dure depuis près de quarante ans entre mouvement ouvrier et mouvement féministe.

Cette présentation, organisée dans le cadre d'une tournée européenne de présentation de l'ouvrage, était suivie d'une réunion ouverte de la Commission Amérique latine du NPA, à laquelle ont participé 70 militantEs et sympathisantEs du NPA. Andrea a notamment rappelé comment, en Argentine, des centaines de milliers de femmes sont descendues dans la rue, d'abord contre les violences faites aux femmes et les féminicides avec le mouvement « Ni una menos » (« Pas une de moins ») et son mot d'ordre « *Vivas nos queremos* » (« Nous nous voulons vivantes ») puis, l'année dernière, dans une mobilisation spectaculaire pour le droit à l'avortement. Malgré son caractère de masse, ce mouvement n'a pas abouti, le projet de loi ayant été rejeté au Sénat sous la pression de l'Église. Il a néanmoins permis aux femmes de gagner en confiance, a propagé auprès de nombreux travailleurEs l'idée qu'il faut « faire comme les femmes » en se mobilisant en masse et de façon indépendante, et motivé un secteur de la société pour exiger la séparation entre l'Église et l'État.

Du Pain et des Roses, Éditions Communard.e.s., 2019, 17 euros. Disponible à La Brèche.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

S'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

S'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
	25 € par trimestre		19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR432254756

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org

Elections européennes

La fuite en avant pour ne pas répondre aux mobilisations sociales

Depuis le 17 novembre et l'irruption de la mobilisation des Gilets jaunes, secouant et contestant les institutions mais aussi les partis institutionnels, la question des élections européennes était passé au second plan dans les discours des différentes forces politiques. Cela n'empêchait ni les uns ni les autres de distiller leur propagande : protectionnisme versus libéralisme, repli national versus défense des institutions de l'Union européenne et, pour la plupart des forces politiques institutionnelles, accord pour considérer la question des réfugiés comme un « problème ».

Les échéances électorales se rapprochant à grands pas, les différentes forces politiques sont obligées de dévoiler plus précisément leur jeu avec une contrainte commune : capitaliser sur les mobilisations sans amener aucune réponse politique concrète ni aux Gilets jaunes, ni à touTEs celles et ceux qui galèrent entre précarité et bas salaires, ni aux salariéEs qui tentent de résister aux plans de licenciements et de suppressions d'emplois dans le privé comme dans le public, ni aux jeunes qui se mobilisent sur les questions écologiques, ni aux réfugiés qui veulent vivre dignement, ni aux femmes qui ne lâchent pas sur l'égalité salariale et la lutte contre toutes les formes de sexisme...

Macron en sauveur de l'UE

Il y a ceux pour lesquels les choses sont simples, qui font la course électorale en tête dans les sondages et qui se sont auto-désignés comme les meilleurs adversaires : LREM et le Rassemblement national. Le plus que jamais « parti de Macron » parle à l'oreille de celles et ceux qui, en panique face aux mobilisations sociales, rêvent d'ordre et de stabilité pour garantir leur position. Pour faire tenir l'attelage acrobatique de tous les alliés (MODEM, AGIR, radicaux, ex écolos en quête de places) une seule solution : placer Macron au centre avec le rêve délirant de réitérer son tour de passe-passe de la présidentielle sur le terrain



européen. C'est la fonction de la tribune grandiloquente et creuse « Pour une renaissance européenne » adressée à grand renfort de battage médiatique aux « citoyens d'Europe » le 5 mars, qui tente d'ériger Macron en « sauveur » d'une Union européenne en perdition. Alors qu'en France, ses vertus de dialogue avec les mobilisations se résument aux matraques et aux cellules de garde à vue et de prison, ses discours vides et prétentieux risquent surtout de nourrir le rejet de l'Europe des élites et de sa personnalisation du pouvoir. C'est bien pour cela que le meilleur argument de campagne du RN est d'en dire le moins possible. La campagne se déroule sur son terrain de prédilection : le sentiment de peur,

des étrangerEs, de la précarité, de l'avenir. Il se contente de dénoncer le mépris du pouvoir pour les classes populaires, en se gardant bien de parler de sa politique sociale et économique libérale.

Rupture du monde du travail avec la gauche institutionnelle

Il y a ceux pour lesquels cette campagne électorale commence comme une dégringolade institutionnelle qui s'accompagne évidemment de tiraillements et de déchirements internes. Alors que Les Républicains courent derrière le RN sans autre effet que de se ridiculiser, la gauche institutionnelle (EÉLV et LFI mis à part) est confrontée au dilemme de trouver d'impossibles alliances ou de disparaître de ce qui

est leur moyen et leur raison d'exister, les tribunes parlementaires. Si EÉLV et LFI semblent sauver quelques meubles, c'est en restant en-dessous des 10% des intentions de vote. Un des symptômes de la rupture du monde du travail avec la gauche institutionnelle.

Cela ne signifie pas pour autant qu'un boulevard électoral s'ouvrirait devant le NPA. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de l'abstention d'une grande majorité de notre classe, parce qu'elle laisse le terrain électoral à nos adversaires. Nous ne pouvons pas nous contenter d'une posture de commentateur, parce que nous savons que les effets de cette campagne, avant même les résultats, seront délétères et dangereux. C'est pour cela que nous voulons faire entendre une voix clairement anticapitaliste, internationaliste et révolutionnaire. Nous ne prétendons pas être le débouché politique des Gilets jaunes, ni des mobilisations, mais nous voulons utiliser cette campagne pour faire entendre des idées, des revendications qui seront utiles au renforcement de ces mobilisations et à leur convergence pour un « TouTEs ensemble ». Mais pour pouvoir faire entendre notre voix jusqu'au bout, en présentant une liste, il nous reste à trouver les moyens financiers, car la démocratie institutionnelle a un coût, c'est la sélection par l'argent. C'est pour cela que nous appelons à verser à la souscription du NPA.

Cathy Billard

Vie du NPA

Réunion de la commission nationale santé-sécu-social

Quelles mobilisations à l'heure des réformes Macron et des Gilets jaunes ?

Les 2 et 3 mars, la commission nationale santé, social, protection sociale du NPA s'est réunie à Paris. Une trentaine de militantEs venuEs de sept régions y ont participé.

Face au rouleur compresseur Macron-Buzyn

La matinée du samedi a permis de faire le bilan des contre-réformes de la présidence Macron, des luttes et des résistances qui s'y sont opposées et de débattre des perspectives pour les mois à venir. L'accroissement de l'austérité budgétaire, l'accélération des fermetures d'hôpitaux de proximité, transformés en EHPAD, avec la loi Buzyn, la poursuite à marche forcée des regroupements au sein de Groupements hospitaliers ou de super Groupements hospitaliers, s'accompagnent du développement d'un secteur capitaliste marchand où les concentrations sont rapides.



L'« industrialisation », voire l'« ubérisation » de l'exercice libéral est « en marche ».

La discussion a également porté sur les nouvelles formes de lutte, dans les établissements hospitaliers, les EHPAD, la psychiatrie, les maternités... qui lient les revendications des personnels (salaires, conditions de travail, épuisement professionnel) et celles des usagerEs et de leurs familles qui participent elles aussi aux mobilisations. Elles posent les questions

de santé comme des questions politiques, ce que le mouvement des Gilets jaunes a exprimé avec force en plaçant la défense de l'hôpital public de proximité et de l'accès aux soins parmi ses premières revendications.

La question spécifique de la psychiatrie

Les transformations profondes qu'a subies la psychiatrie au cours des dernières années, ainsi que les luttes de l'année 2018 dans ce secteur, ont

nourri le débat du samedi après-midi, introduit par deux camarades travaillant dans ce champ. Nous avons invité à cette occasion Jean-Pierre Martin, psychiatre, militant de l'Union syndicale de la psychiatrie, à participer à cette discussion ainsi que des militantEs et acteurEs de ces luttes.

Le débat, qui a permis de faire le lien entre une réflexion générale sur le rôle de la psychiatrie, de ses enjeux actuels, dans le cadre de politiques d'enfermement et de contrôle social généralisé et les revendications concrètes des personnels, confrontés au quotidien à l'inacceptable, fut de l'avis de toutes et tous passionnant. Les camarades du secteur social ont eu, de leur côté, un moment de discussion spécifique sur la situation dans leur secteur, et l'organisation des prochaines luttes.

Enfin, la séance du dimanche, consacrée aux questions d'organisation, a permis de dégager des pistes, pour notre construction et un travail plus collectif au sein de la commission.

Commission nationale santé-sécu-social

Bande dessinée

Le Fantôme de Gaudi

Scénario d'El Torres, dessin de Allonso, éditions Paquet/Calamar, 120 pages, 18 euros.

Le procès inique des douze dirigeants indépendantistes catalans s'est ouvert le 12 février 2019 à Madrid et devrait durer près de trois mois. La mascarade judiciaire a remis la Catalogne et sa capitale sous les feux des projecteurs. Barcelone, en dépit de l'inflation touristique, reste une ville mystérieuse parsemée des œuvres architecturales du père du modernisme catalan : Antoni Gaudi. L'album *Le Fantôme de Gaudi* nous fait visiter les grands sites du maître d'une manière très particulière : des meurtres atroces y sont commis.

Série de crimes à Barcelone

Antonia, une jeune caissière, en termine avec sa journée harassante et rentre chez elle. Tandis qu'elle passe un coup de fil à sa fille restée au village, elle voit un vieillard s'élaner sur la chaussée au moment où le tramway arrive. Elle se précipite



lui raconte alors une curieuse coïncidence : l'architecte Gaudi est mort renversé par un tramway à l'endroit exact où elle-même a été renversée. Or, la description du vieux est le portrait craché de Gaudi peu avant sa mort.

Le « fantôme » de Gaudi existerait bien ? En tout cas, il réapparaît pour mieux disparaître et conduit à chaque fois la jeune femme sur les lieux de crimes atroces perpétrés en « harmonie » avec la technique du maître.

Un thriller en mosaïque à la Gaudi

Casa Vicens, Pavillons Güeti, Palais Güeti, Casa Calvet, Parc Güeti, Casa Battlo, La Perdrera, et final somptueux sur les toits de *la Sagrada Família*. Les cadavres s'accumulent et le chauve inspecteur Tondu², en charge de l'enquête, ne dispose pas du moindre indice, ni du moindre

mobile. Les victimes sont certes des spéculateurs immobiliers peu scrupuleux, mais ce n'est pas ce qui manque dans la capitale catalane. Quand Antonia va être impliquée comme témoin direct dans un des meurtres, il n'y aura plus de doute pour l'inspecteur sur l'existence du fantôme. Mais qui est-il et pourquoi ces meurtres quasi rituels ? *Le Fantôme de Gaudi* nous balade à la découverte des œuvres du maître, apporte des explications sur les techniques et les intentions symboliques de Gaudi, qui était passé de l'idéal pré-communiste à la foi chrétienne sans rien lâcher de son catalanisme. Le découpage, la mise en page et le dessin épousent les formes ondulantes et hallucinées de l'œuvre de Gaudi, et la technique du « trencadri » (mosaïque en catalan) relance sans cesse l'intrigue de ce véritable thriller.

Sylvain Chardon

1 – *Le Fantôme de Gaudi* a remporté le premier prix du salon BD de Barcelone en 2016 (Premi a Millor Obra del Saló del Còmic de Barcelona). Le festival de 2017 lui a consacré une exposition entière.
2 – Clin d'œil à la BD *Tif et Tondu*, mais dans la BD de Spirou, le chauve c'est Tif.

Récit

Amianto, une histoire ouvrière, d'Alberto Prunetti

Éditions Agone, traduit par Serge Quadrupani, 144 pages, 12 euros.

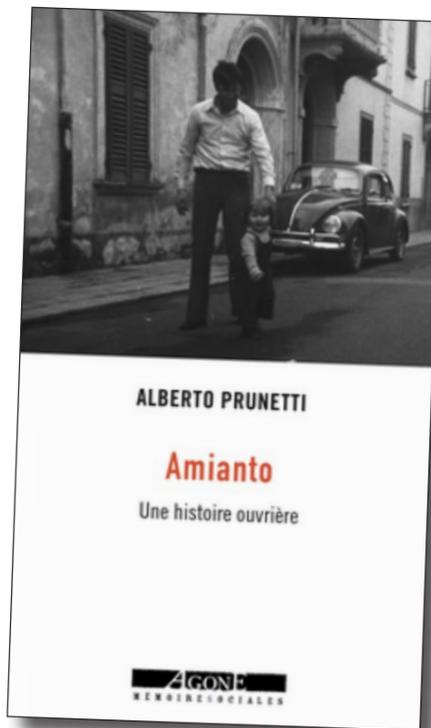
Dur et touchant, le récit oscille entre les souvenirs familiaux et une dénonciation acerbe de la condition ouvrière. Dans ce sixième ouvrage, Alberto Prunetti nous emmène dans la Toscane ouvrière des années 1970 et 1980. Retraçant les différents lieux de travail de son père pour pouvoir prouver la responsabilité des divers employeurs dans sa dégénérescence physique, Prunetti livre une « histoire ouvrière », un portrait d'homme que l'industrie a condamné simplement parce qu'il travaillait.

Longue et saisissante déchéance

Au milieu des cocasseries propres à tout récit de souvenirs d'enfance, Prunetti expose la vie des ouvrierEs dans cette période de plein-emploi, où les paies correctes (relatives) se faisaient au détriment de la sécurité. À côté de l'horreur des ouvrierEs tout bonnement assassinés par les machines, Prunetti nous décrit la liesse des dimanches autour du football, et le sentiment de fierté que les travailleurEs industriels tenaient de leur travail, dans une tradition que l'auteur qualifie de stalinienne. Envoyé travailler sur des sites industriels aux quatre coins de l'Italie, au milieu du fer, de l'acier et du titane, le père, Renato, est exposé à toutes les saloperies que ce monde industriel peut produire, jusqu'à cette fibre d'amianté qui trouve son chemin jusqu'à ses poumons. L'auteur nous donne à voir la longue et saisissante déchéance de son père, qui, à 40 ans déjà, se connecte au monde à l'aide d'appareils auditifs, portant lunettes et dentier. Si l'auteur s'attarde (un peu trop ?) sur des souvenirs personnels, la force du récit tient dans cette tendresse d'un fils pour un père que la soif du profit et le mépris des grands pour les petits ont détruit.

En filigrane, nous apercevons la déchéance et précarisation de la classe ouvrière italienne, orchestrée par le patronat, accompagnée par les organisations ouvrières. Le combat du père finira par s'inscrire dans un cadre syndical et judiciaire, pour dénoncer les conditions de travail et, plus tard, faire reconnaître son statut d'handicapé du travail – combat repris par sa femme et son fils à sa mort.

Selma Timis

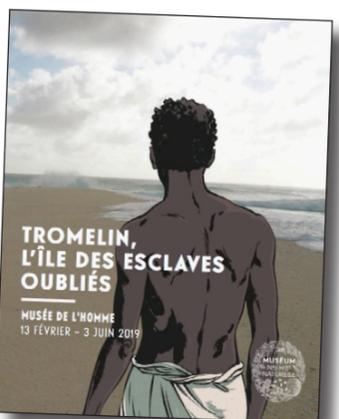


Récit

Cette exposition itinérante rend hommage aux esclaves malgaches abandonnés pendant seize ans sur l'île de Sable après le naufrage de l'*Utile*, armé par la Compagnie des Indes orientales en 1761. 140 hommes, tous corps de métier confondus, montent à son bord, et partent de Bayonne pour ravitailler l'île de France (île Maurice) et ramener, depuis les colonies, des soieries, cotonnades, thé, café, épices... Quand l'*Utile* arrive à Foulepointe à Madagascar, il embarque illégalement 160 esclaves grâce à des complicités locales, celle de l'état-major et des officiers marinières, pour les vendre sur les îles Rodrigues où les planteurs ont besoin de main-d'œuvre.

16 ans de solitude

Changement de cap pour le navire, deux cartes de navigation contradictoires, la soif de profit qui fait naviguer de nuit dans l'océan Indien... et c'est le naufrage sur l'île de Sable. 210 rescapés, dont 80 esclaves, vont cohabiter pendant deux mois sur ce bout de terre de 1 km², éloigné de 500 kilomètres des premières terres, jusqu'au départ des marins abandonnant les esclaves malgaches en leur faisant la promesse de revenir les chercher. Pendant seize ans, les Malgaches tenteront de survivre sur cet îlot isolé, battu par les tempêtes tropicales et les déferlantes. Et c'est ce que raconte une grande partie de l'exposition, résultat de fouilles archéologiques sous-marines et



Tromelin, l'île des esclaves oubliés

Musée de l'homme, Paris, tous les jours sauf le mardi de 10h à 18h, entrée 12 euros (8 euros TR).

terrestres débutées en 2006, qui viennent compléter les témoignages des marins du 18^e siècle. Les Malgaches n'auront pour boisson que l'eau saumâtre puisée au fond d'un puits, des sternes et des tortues vertes comme maigre pitance, le feu entretenu avec silex et bois récupérés sur l'épave. Ils et elles réparent et font durer les récipients métalliques avec leurs connaissances et compétences en

métallurgie. Ils et elles revoient l'organisation ancestrale de leur habitat, remettent en cause leurs croyances, collectivement, en construisant un habitat en pierre de corail, pour faire face aux cyclones et déferlantes de cette région de l'océan indien... Une étonnante et dure adaptation jusqu'à leur sauvetage au bout de seize ans. La promesse de sauver les esclaves faite par le 1^{er} lieutenant de l'*Utile* et

la montée des idées pour l'abolition de l'esclavage auront raison du refus des autorités de les sauver. Mais quand Tromelin, chef du vaisseau sauveteur débarquera sur l'îlot (on lui donnera son nom), seules sept femmes et un enfant avaient survécu...

Sandrine Alarcon

À lire aussi sur le sujet, une bande dessinée : *Les Esclaves oubliés de Tromelin*, Sylvain Savoia, Dupuis, 2015, 20,50 euros.

Cinéma

Santiago, Italia, de Nanni Moretti

Documentaire italien, 1h20, sorti le 27 février.

À travers ce film, Moretti veut parler du Chili de l'Unité populaire anéanti par le coup d'État militaire de septembre 1973, mais aussi de l'évolution de son propre pays, l'Italie. Ceci à travers des images d'archive et les témoignages de Chiliens, témoins et acteurEs de l'époque, qui s'expriment en espagnol et en italien, pour ceux qui ont pu se réfugier en Italie.

De l'enthousiasme à l'exil

Le documentaire souligne d'abord l'enthousiasme suscité par l'« Unité populaire » et l'élection de Salvador Allende, mais aussi les complots immédiats des États-Unis en liaison avec la droite chilienne. L'objet du film n'est certes pas de montrer les divergences d'orientation au sein de la gauche chilienne, néanmoins un des interviewés souligne l'opposition entre les modérés et ceux dont le mot d'ordre était « *Avanzar sin tranzar* » (avancer sans transiger). Ensuite vient le coup d'État du 11 septembre 1973, les bombardements du palais présidentiel, la



mort de Salvador Allende (sans doute le dernier des dirigeants réformistes ayant réellement cru à la possibilité de changer la société sans affrontement violent et prêt à sacrifier sa vie), la chasse aux militantEs de gauche, la répression et la torture. Racontant ses quarante-cinq jours de torture dans la sinistre villa Grimaldi, une

femme se souvient avoir conseillé à une détenue de ne pas parler. Certaines images d'archive sont connues, les témoignages, de personnalités (comme Carmen Castillo) et de militantEs, viennent en renforcer l'impact. Beaucoup ont réussi à quitter le Chili après le coup d'État militaire, grâce à l'aide apportée par l'ambassade d'Italie. L'ambassadeur, à ce moment, était en Italie. Deux jeunes diplomates ont, de leur propre initiative, accueilli les centaines de fugitifs qui avaient sauté le mur de la représentation italienne. Il s'agit aussi pour Moretti d'opposer l'Italie de l'époque, qui a su accueillir ces réfugiés, et celle d'aujourd'hui où les solidarités collectives ont largement disparu et dont les gouvernants n'ont rien à faire de ceux qui se noient en Méditerranée. L'image de l'Italie des années 1970 est, certes, idéalisée. Mais ce film, malgré ses limites (qui sont celles de l'orientation politique de Moretti), constitue un document utile et plein d'émotion.

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

*l'Anti*capitaliste

n°466 | 7 mars 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

8 MARS

Toutes en

GRÈVE

A stylized black and white illustration of a woman with long dark hair, wearing a red top. She is shown from the waist up, with her right arm raised in a fist, holding a red object. Her mouth is open as if shouting or chanting. The illustration is positioned in the center of the page, overlapping the large text.

Dossier

8 MARS, TOUTES EN GRÈVE!

Pages 6 et 7

ÉDITO

Répression : ça, c'est la France!

Page 2

À LA UNE

TouTEs ensemble pour un printemps social!

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Cachemire. Tensions militaires entre Inde et Pakistan, États nucléaires

Page 5

ACTU SOCIALE

Blanquefort. Ford nous « libère », l'État recule: reste notre résistance

Page 8